

Le premier échec contre-révolutionnaire au Vietnam :
La destruction des partis nationalistes non-communistes devant le Viet Minh et la
France en 1946

Diplôme d'études approfondies

Université de Paris VII

1994

sous la direction de M. Pierre BROCHEUX

Christopher E. GOSCHA

Introduction

Les révolutions et contre-révolutions ont leur propres façons de se souvenir des mêmes événements. Le 25 décembre 1992—le jour exact de la formation du VNQDD 65 ans plus tôt—une conférence fut organisée par des représentants du Musée Révolutionnaire du Viêtnam, l'Institut d'Histoire et l'Association des Etudes Historiques du Viêtnam sur le personnage de Nguyễn Khắc Nhu (1882-1930), un vieux partisan de Phan Bội Châu et l'homme qui construisit le VNQDD avec Nguyễn Thái Học. C'est le premier livre académique sur le VNQDD publié par les historiens de tendance communiste.¹ Dans son essai de douze pages, l'ancien directeur de l'Institute d'Histoire, Van Tao, concède qu'il faut aujourd'hui, grâce à la politique officielle plus libérale, repenser la place du VNQDD entre 1927 et 1930 dans l'historiographie officielle. Pour lui, le VNQDD engendrent deux tendances principales : 1) une ligne militante et patriotique avec des racines dans la

génération de Phan Bội Châu et 2) un désir de développer le Viêtname dans une optique «capitaliste». Contrairement à l'historiographie établie en 1958, admet-il, Nhu et Hoc ne devraient plus être considérés comme des «extrémistes» (*cuc doan*), mais plutôt comme des patriotes de tendance militante (*xu huong vu trang bao dong*). Il insiste même pour dire que le VNQDD doit «symboliser» une «lutte armée pour le salut de la patrie» dans l'historiographie vietnamienne, puisqu'il a pu gagner le soutien de presque toutes les couches sociales et qu'il a provoqué un soulèvement louable auquel «une grande partie des masses» participa en 1930.ⁱⁱ Pour l'Institut d'Histoire, il était bon temps de faire entrer le VNQDD, bien que non-communiste, dans le panthéon nationaliste établi par les communistes.

Toutefois, Van Tao fait une distinction très nette entre le VNQDD de Nhu et Hoc et celui «d'après». Il refuse de s'aventurer au-delà de 1930 dans ses réflexions sur cette remise en valeur historiographique, précisant bien que le VNQDD dirigé dans les années 1940 par Vu Hông Khanh et celui de Nguyen Tuong Tam, était différent, du fait que ces hommes sont devenus des «contre-révolutionnaires» (*phan cach mang*), luttant contre la Révolution d'Août en 1945. Cette période postérieure à 1930—et surtout de 1945 à 1946—demeure donc tabou. Selon Tao, les «vrais nationalistes» (*chân chính*) du VNQDD de 1929-1930 sont devenus des communistes à Poulo Condore comme Pham Tuân Tài et Trần Huy Liêu ou bien sont morts comme des martyrs tels Nguyễn Khắc Nhu et Nguyễn Thái Hoc. Comme l'explique Van Tao à propos des «vrais» VNQDD : «[I]ls étaient les membres les plus authentiques du VNQDD lorsqu'ils concrétisèrent finalement la rencontre entre le patriotisme et le socialisme» en devenant des communistes.ⁱⁱⁱ

Pour Van Tao, un «vrai» nationaliste devait devenir un communiste. L'idée qu'un non-communiste pouvait rester nationaliste semble le gêner. C'est évidemment un problème que Tao n'ignore pas lorsqu'il annonce les règles de cette nouvelle remise en cause du

VNQDD : «Finalement, la tâche de l'histoire contemporaine du Viêtname aujourd'hui par rapport au mouvement du VNQDD [...] devrait et doit être plus profonde afin d'établir la position et le rôle du VNQDD dans l'histoire. Il serait important d'identifier les dirigeants authentiques de ce mouvement afin de les distinguer par rapport à ceux qui étaient actifs après [1930 et] qui ont dégénéré et se sont livrés à la contre-révolution». ^{iv} La période postérieure à 1930 reste donc encore une zone dont l'accès est interdite non seulement aux historiens au Viêtname mais à la mémoire nationale collective pronée par l'Institut d'Histoire.

Mais pas aux romanciers. Il est révélateur que, si les historiens communistes sont en train de repenser le VNQDD de Nguyễn Thái Hoc et Nguyễn Khắc Nhu avant 1930, ce sont les écrivains dissidents d'aujourd'hui qui s'aventurent dans la période historique dite «contre-révolutionnaire» pour y chercher les nationalistes oubliés, et ainsi mettre en cause la mémoire officielle. A en juger des sujets choisis par des écrivains dissidents depuis 1988, il s'agit en quelque sorte des contre-historiens, subtilement mais farouchement opposés aux historiens officiels. En fait, c'est un vieil écrivain de formation communiste, Nguyễn Khai, qui fut le premier à briser le silence. En 1989, il fit revivre des anciens personnages nationalistes absents de l'historiographie officielle, en publiant un roman intitulé *Un microcosme humain (Môt cõi nhân dân bé tí)*, dont le personnage principal est un certain M.Vu, récemment libéré de prison pour avoir dirigé le VNQDD contre les communistes dans les années 1930 et 1940. En insistant sur ce nationaliste de tendance anti-communiste, devenu un étranger dans son propre village natal près de Hanoi dans les années 1980, Khai voulait remettre en cause la vision monopolistique que les communistes avaient du nationalisme, car ce M. Vu est sans aucun doute Vu Hồng Khanh, ancien dirigeant du VNQDD violemment anti-communiste, qui avait signé à contre-cœur les accords du 6 mars 1946 avec Võ Nguyên Giáp et Jean Sainteny et qui fut

libéré de prison dans les années 1980 à cause de son âge très avancée. C'était aussi un homme qui était en rupture depuis 1976 avec le nouveau passé officiel. Comme l'observait mélancoliquement Khai à travers le personnage de M. Chinh, un juge vertueux qui nous parle de ce *Microcosme* :

Passé la cinquantaine Chinh en venait à se dire que la réussite ou l'échec d'une vie ne dépendait guère de son engagement initial. La conjoncture jouait, mais aussi la veine ou la déveine pour décider du destin de notre petite personne. Supposons que Chinh ait été assez bête pour adhérer au parti nationaliste pro-japonais Dai Viêt dans les années 1940. L'hypothèse est fort vraisemblable. Aux alentours de dix-huit, dix-neuf ans, sur la fin de l'adolescence, quand on hésite à entrer dans l'âge adulte avec un tas d'illusions, dans une période d'incroyables chambardements, comment choisir une orientation politique pour satisfaire un patriotisme débordant ? Le hasard pèse lourd dans ce choix.^v

C'est comme si Khai voulait créer un contre-mythe contre-révolutionnaire en ressuscitant l'ancien dirigeant du VNQDD à la fois le plus anti-français et le plus anti-communiste pour mettre en cause le monopole nationaliste créé par les communistes.

Vers une histoire contre-révolutionnaire du Vietnam de 1945 à 1946

Il est à noter, cependant, que ni l'exil Khai ni l'historien étatique Van Tao (quoique pour des raisons entièrement opposées) ne voulurent entrer dans les détails *historiques* de cette période particulièrement contre-révolutionnaire de 1945 à 1946. Dans son récit, Khai préfère plutôt évoquer l'histoire en faisant des «flashbacks» sur les actions de Khanh, sans

nous donner plus de précisions, tandis que Van Tao préfère oublier tout ce qui a suivi les héros de Yên Bay. Il s'agit, bien entendu, de mythes ...Or, imaginée ou non, la récente résurrection "des" VNQDD, accompagnée d'autres articles, romans polémiques et même la remise en état des tombes de martyres de Yên Bay, nous permet d'aborder une question longtemps négligée dans l'histoire de la révolution vietnamienne, celle de la contre-révolution elle-même.^{vi} En tête des ceux qui s'opposaient au gouvernement formé par Ho Chi Minh en 1945 et ses avatars, on trouve le nom de Vu Hong Khanh, suivi par Truong Tu Anh, Nghiem Ke To et, plus tard, Bao Dai et Ngo Dinh Diem entre autres.

Vers une histoire du VNQDD des années 1945-46

D'abord, pour essayer d'établir une histoire largement événementielle de ce qui s'est passé au Vietnam de 1945-46 de point de vue contre-révolutionnaire, c'est-à-dire par ceux qui voulaient renverser le nouvel état révolutionnaire établi sous la direction du Parti Communiste Indochinois. Vu que la réoccupation du sud par les forces franco-anglaises en septembre 1945, ont permis aux Français de renverser les organismes étatiques du DRV dans le sud, nous allons limiter notre discussion à la contre-révolution menée par le VNQDD et le Dai Viet contre le DRV au nord jusqu'à la déclenchement de la guerre d'Indochine le 19 décembre 1946. Dans l'absence d'aucune étude non-partisane sur ce sujet, cette démarche assez détaillée est indispensable.

Cette approche est importante, car elle nous permet de mieux comprendre les raisons pour l'échec de contre-révolution au Vietnam et la rupture d'un courant nationalliste, non seulement non-communiste mais aussi anti-communiste et farouchement anti-français. Ce premier échec de contre-révolution au Vietnam est, à notre sens, indispensable à

comprendre les échecs suivants et l'incapacité des non-communistes de construire un Etat fiable pour concurrencer celui construit par le PCI sous la forme de la République Démocratique du Viet Nam le 2 septembre 1945. Cette réflexion sur l'échec du projet contre-révolutionnaire constitue le deuxième but de notre document.

En bref, il est temps que nous commençons à prendre au sérieux les échecs et les vaincus au Vietnam. Car, même si les vainqueurs écrivent toujours l'«Histoire», leur succès ne s'est jamais produit en vase clôt, mais par rapport à ceux qu'ils ont vaincus. Dans ce sens, l'histoire du Vietnam révolutionnaire ne diffère guère de celle de la France, la Russie ou même les Etats-Unis, ou chaque historiographie a tanté d'oublier les contre-révolutionnaires. Mais, à en croire les résurrections concurrentes *au Vietnam* aujourd'hui, il est clair que les vaincus hantent toujours les vainqueurs ...

C'est sans doute la période de 1945-46 qui reste la plus difficile à reconstituer en ce qui concerne la rupture des partis nationalistes non-communistes au Viêtname. La lutte entre les communistes et les non-communistes face aux Français entre 1945 et 1946 au nord du Viêtname et 1945 et 1954 dans le Sud a été généralement très peu traitée et mal étudiée. Les sources de première main demeurent largement enfouies, sinon complètement perdues, dans la tourmente de trente ans de guerre. On connaît bien les noms de Nguyễn Thái Học et Nguyễn Khắc Nhu pour la période entre 1927 et 1930. Il s'agira ici de Vu Hồng Khanh, l'homme qui a été ressuscité en 1989 dans le roman de Nguyễn Khai.

II.1. Contre-révolution: le retour des nationalistes au Viêtname

Vu Hồng Khanh est arrivé à Hanoi le 20 octobre 1945, presque deux mois après que la Révolution d'Août eut éclaté au Viêtname. Il avait passé quinze ans en Chine à diriger le VNQDD de l'extérieur. Khanh connaissait très bien les dirigeants de la Révolution d'Août, surtout Hồ Chí Minh (connu en Chine sous le nom de Nguyễn Ái Quốc); il avait

lutté contre eux depuis la fin des années trente et il avait travaillé avec eux sous la pression chinoise au sein du Việt Nam Cach Mênh Đông Minh Hôi (DMH). Comme à Poulou Condore dans les années trente, les principaux dirigeants du VNQDD étaient très anti-communistes. Mais, à la différence remarquable de ces derniers, ils étaient mal organisés et dépassés par le leadership et la finesse de Hồ Chí Minh et de ses jeunes lieutenants.

Lorsque Khanh arriva à Hanoi, il trouva donc la Révolution bien avancée sous la direction de Hồ Chí Minh. Depuis deux mois, les communistes dirigeant le Tổng Bộ (Comité Directeur) du Việt Minh avaient pu consolider leur pouvoir à travers le nord Viêt Nam. Il est vrai que le nombre des membres du Parti Communiste Indochinois ne dépassait pas 5.000 lors de la Révolution d'Août. Pourtant, sous la forme du front national du Việt Minh, ils pouvaient contrôler, en grande partie, l'administration, les imprimeries de presse, la propagande et ils jouissaient d'une popularité incontestable parmi la population.^{vii} Le 2 septembre, Hồ Chí Minh avait déjà proclamé la République Démocratique du Viêt Nam et formé un cabinet dominé par ses jeunes collègues du Parti Communiste Indochinois. Trần Huy Liệu était nommé Ministre de la Propagande, chargé de l'administration de l'organe officiel du Tổng Bộ, le *Cuu Quốc (Le Salut National)*. Presque tous les autres journaux urbains et provinciaux avaient été placés sous la juridiction révolutionnaire.^{viii} Une armée, quoique encore naissante, fut mise sur pied, ainsi que des forces d'auto-défense (*tu vệ*)^{ix}

Quant aux partis d'opposition se trouvant à Hanoi le 19 août, ils étaient mal organisés, divisés et placés sur la défensive depuis leur collaboration avec les japonais pendant la guerre. Ceux qui s'opposaient au Việt Minh en août furent assimilés à des «traîtres» (*Việt gian*) ou à des «contre-révolutionnaires» (*phan cách mạng*) selon le nouveau vocabulaire révolutionnaire. Isolés, ces groupes furent arrêtés et parfois exécutés par le Việt Minh

avant que les Français, les Chinois ou leurs alliés vietnamiens en Chine ne puissent arriver pour contester le pouvoir.

D'une importance particulière pour le Viêt Minh, furent les groupes non-communistes résidant en Chine, surtout le VNQDD, qui n'avait jamais collaboré avec les Japonais et qui avait été évincé par les communistes dans le concours pour la Révolution. Le 5 septembre, le ministre de l'Intérieur, Giáp, avait déjà signé une loi interdisant formellement le Dai Viêt Quôc Dân Dang et le Dai Viêt Quôc Gia Xã Hội Dang.^x Le 12 septembre, il signa un arrêté qui interdisait deux autres groupes de jeunes de tendance pro-japonaise.^{xi} Le lendemain, la création d'une Sûreté Viêt Minh fut annoncée, le *Ty Liêm-Phóng*, qui pouvait arrêter «ceux qui menaçaient la République Démocratique du Viêt Nam».^{xii} Pour ce qui est des anciens dirigeants du VNQDD qui étaient restés à Hanoi pendant la seconde guerre mondiale, le Tông Bô du Viêt Minh et le PCI annonçèrent en septembre l'arrestation de Đào Chu Khai, Nguyễn Ngọc Sơn et Nguyễn Thê Nghiệp, ce dernier fondateur étant particulièrement compromis par ses contacts secrets avec la Sûreté.^{xiii} Ils ne reviendront jamais. Bref, en quelques semaines après la Révolution, les communistes ont pu évincer une partie importante de leurs adversaires, réels et potentiels, avant que les Chinois ou Américains ne pussent intervenir.

Car, lorsque ceux-ci commencèrent à arriver à Hanoi pendant la premier quinzaine de septembre, tout changea. La présence chinoise allait poser un problème particulièrement difficile vu leur nombre et l'antipathie anti-chinoise que beaucoup de vietnamiens ne cachaient pas envers leurs adversaires historiques. Chargé par les accords signés à Potsdam en juillet, d'accepter la reddition japonaise en Indochine au nord du 16ème parallèle, le 9 septembre le Général Lou Han arriva à Hanoi à la tête des 150.000 hommes de troupe chinois nationalistes. Quelques jours plus tard, son adjoint Siao Wen, fameux spécialiste chinois des affaires vietnamiennes, le rejoignit et devint son chef du

bureau des Affaires Chinoises d'Outre-Mer. Il était évident, lorsque Hô Chí Minh annonça un couvre-feu à la fin de septembre, que la situation devenait problématique.^{xiv}

Les dirigeants communistes du Tông Bô Viêt Minh, dont la plupart avaient passé beaucoup d'années en Chine, connaissaient très bien ces personnages chinois et ils n'ignoraient pas du tout que leur présence en Indochine posait un défi de premier ordre. Hô Chí Minh sut que ces officiers Chinois, bien renseignés par leurs propres services secrets, pourraient identifier la majorité des dirigeants de son gouvernement comme des communistes et il devait se douter qu'ils auraient leur propres idées pour la formation d'un gouvernement non-communiste sur leur flanc sud.

Vu Hông Khanh connaissait lui aussi ces communistes vietnamiens et les Chinois envoyés en Indochine pour la reddition japonaise. Il comptait justement sur ces derniers, surtout sur leur anti-communisme, pour renverser ses adversaires communistes et pour l'installer au pouvoir à leur place. Mais Khanh fut vite déçu. Non seulement il avait sur-estimé la volonté des officiers chinois sur place de renverser le gouvernement de Hô Chí Minh en leur faveur, mais il avait aussi sous-estimé dangereusement la capacité de Hô à jouer ces mêmes chinois contre lui vu les rivalités opposant les factions politiques en Chine du Sud. Khanh devait savoir que quelque chose tournait mal, même avant d'entrer en territoire vietnamien. Depuis 1944, il était en rupture avec des officiers Chinois dirigeant les provinces du Yunnan et du Kwangsi, et maintenant chargés de l'occupation de l'Indochine. Siao Wen, en particulier, avait voulu mettre Khanh en prison avec Nghiêm Kê Tô en août 1944 à cause de leur opposition à ses efforts pour remanier la branche yunnanais du DMH en faveur des communistes vietnamiens. En janvier 1945, Tô avait concédé en privé que la rupture avec Siao Wen leur avait causé des «doléances indicibles».^{xv}

Ces différends entre les nationalistes vietnamiens et leurs homologues chinois compliquent sérieusement le plan du VNQDD de prendre le pouvoir. A la veille de l'occupation chinoise, Khanh s'est précipité vers la base aérienne de Kunming pour prendre l'avion avec Lou Han et gagner Hanoi. Mais ce dernier lui a refusé une place, se méfiant de ses relations avec Chiang Kaishek, un homme avec qui Han avait des problèmes de longue date.^{xvi} Sachant qu'il fallait être sur place à Hanoi dès que possible, Khanh prit le train à Kunming pour gagner la frontière. Mais, une fois arrivé, il fut arrêté par un officier chinois et détenu trois semaines. Ce ne fut que sur les ordres de Chongqing qu'il fut libéré et put continuer sur Hanoi, où il n'arriva que le 20 octobre, autrement dit deux mois après que la Révolution d'Août eut éclaté et plus d'un mois après l'arrivée de Lou Han et Siao Wen à Hanoi.

Pendant ce temps-là, Hô ne perdait pas de temps et faisait de son mieux pour gagner le soutien des officiers chinois chargés de l'armée chinoise qui se dirigeaient vers le sud du Laos et sur les deux axes ferroviaires conduisant à Hanoi. Ayant appris l'arrivée de Siao à Hanoi, il alla immédiatement le voir, inquiet particulièrement par ses relations avec le vieux révolutionnaire Nguyễn Hai Thân qui était arrivé derrière les troupes de Siao. Bien renseigné sur les mouvements des troupes chinoises au long du chemin de fer vers Hanoi,^{xvii} Hô savait sans doute que Thân avait créé un «Gouvernement Provisoire du Viêt Nam» le premier septembre à Moncay. Incertain des intentions de Siao à ce sujet, Hô lui dit que son gouvernement obéirait aux chinois et qu'il le garantissait de sa vie.^{xviii} Hô mit une belle villa à la disposition de Siao Wen et tous deux se rencontrèrent souvent les jours suivants. Hô entretenait des relations similaires avec Lou Han, qui reçut de beaux cadeaux de la part de Hô.

Bien que Hô pût entretenir des relations très amicales avec ses homologues chinois, le Viêt Minh craignait néanmoins une action hostile de leur part. Un coup de force ne

pouvait pas être écarté, étant donné que Hô n'avait que très peu de contacts directs avec le gouvernement de Chiang Kaishek (en dehors des communications mises à sa disposition par des membres de l'OSS, particulièrement le major Patti) et que Nghiêm Kê Tô et Nguyễn Tuong Tam étaient restés à Kunming et Chongqing pour négocier avec Chiang Kaishek. C'est peut-être la raison pour laquelle Võ Nguyên Giáp a invité, via l'OSS, Nguyễn Tuong Tam à rentrer au Viêt Nam au début de septembre.^{xix} Hô Chí Minh avait passé du temps avec Tam dans la même prison à Lieu Tchou en 1942 et il avait été à Kunming avec lui en mars 1945. Par ailleurs, le leadership chinois sur place n'était pas monolithique et ne partageait pas forcément la décision de Kaishek de reconnaître la souveraineté française en Indochine. Divisés par leurs propres politiques régionales, les dirigeants chinois du Sud de la Chine à Hanoi avaient leurs propres idées sur le devenir du Viêt Nam. Le renversement de Long Yun à Kunming par Chiang Kaishek au début d'octobre renforça le mépris de Lou Han qui était depuis 1928 le député de Yun. D'autre part, la dominante communiste du Viêt Minh et de son gouvernement provisoire était bien connue par Lou Han et Siao Wen. S'ils avaient voulu renverser le gouvernement de Hô en octobre, ils auraient facilement pu le faire vu que l'armée encore naissante de Giáp n'était pas en mesure de s'opposer aux milliers d'hommes de troupe chinois

La situation était encore plus complexe en province. Sur les deux axes ferroviaires entre Hanoi et Lang Son d'un côté et Hanoi et Lao Kai de l'autre, des milliers de chinois descendaient à pied, en train et en bateau le long du Fleuve Rouge.^{xx} Depuis la fin d'août, ces troupes avaient déjà installé le VNQDD/DMH dans les chefs lieux de Moncay, Lang Son, Cao Bang, Ha Giang, et, en partie, ceux de Bac Kan et de Bac Giang. Toujours grâce à l'aide chinoise, ces deux partis installèrent des succursales à Haiphong, Nam Dinh, Thanh Hoa, Ninh Binh et dans une grande partie au centre Annam. Le Comité Central du PCI suivait soigneusement cette progression. En fait, Lê Duc Tho et Trân

Quôc Hoàn discutait régulièrement avec leurs représentants de l'approche des troupes chinoises et de l'installation des VNQDD sur les points stratégiques à Yên Bái, Phú Thọ, Viêt Tri, Vinh Yên et Phuc Yên. Cette dernière ville tomba dans les mains nationalistes vers le 15 novembre,^{xxi} alors que les forces du Viêt Minh se retiraient des villes pour mener des attaques dans le maquis. Il n'est pas exagéré de dire qu'une discrète guerre civile régnait en province entre communistes et non-communistes. Quoique encore en coulisse, ce différend interne opposant communistes à non-communistes se déroulera en dépit de la guerre coloniale, dans une opposition triangulaire qui avait commencé à Poulou Condore en 1930, s'était intensifié en Chine dans les années trente et marquera le reste de la guerre contre la France.

A Hanoi, la situation devint également compliquée quand de plus en plus de membres du VNQDD, protégés par les soldats chinois, s'y installèrent en masse vers la première semaine de novembre. Ce fut seulement vers la fin octobre que Khanh put mettre sur pieds ses propres organes de propagande. L'alliance entre le TLVD et le VNQDD fut consacrée lorsque le journal *Ngày Nay* de Nhật Linh devint l'organe officiel du VNQDD sous le nom du *Viêt Nam*, et de l'hebdomadaire, *Chính Nghĩa* (La Juste Cause). Le gérant du *Viêt Nam* était Hoàng Thúc Di, son directeur, le célèbre Khái Hưng. Nguyễn Hai Thân n'attendit pas non plus pour créer son propre journal, le *Đông Minh Hội* (Alliance). Sur la défensive dès le début, ils entreprenaient une propagande extrêmement anti-Viêt Minh, anti-communiste et anti-française, ne faisant en réalité aucune distinction entre le Viêt Minh et le communisme. Il fallait discréditer vite le gouvernement de Hồ aux yeux de l'OSS, des Chinois et du peuple en mettant l'accent sur son contenu communiste. Mais ceci ne sera pas facile, car le Viêt Minh avait pu diffuser par radio et la presse sa propagande pendant deux mois entiers pour attirer de nouveaux membres et pour effacer la mémoire du VNQDD resuscitée dans les journaux entre juin et août 1945.

Pour Vu Hồng Khanh, il fallait vite déclencher la contre-révolution. Il consolidait ses positions dans des régions antérieurement nationalistes, surtout Phu Tho, Yên Bái et Vinh Yên. Inquiété par le pouvoir grandissant du Viêt Minh à travers tout le pays, les dirigeants de l'opposition se mirent d'accord pour créer un parti unifié. C'est ainsi que le 12 décembre 1945 un nouveau *Parti Nationaliste* (Quốc Dân Đảng) comprenant le DVQDD de Trương Tu Anh, le VNQDD de Vu Hồng Khanh et le Đại Việt Dân Chính Đảng de Nguyễn Tường Tam vit le jour. Le Comité Central était constitué de 5 sièges, 2 pour le DVQDD, 2 pour le VNQDD et 1 pour le DVDCD. La partie nord du Viêt Nam et celle du centre furent divisées en 7 zones politico-militaires. Des écoles militaires furent établies à Hanoi et à Yên Bái. Mais le problème le plus grave pour ces nationalistes c'était le manque de ressources monétaires pour pouvoir financer leurs activités militaires ou gérer efficacement l'administration des provinces placées sous leur contrôle, d'autant que la plupart des fonctionnaires subalternes des administrations locales le long du chemin de fer avaient déjà reçu l'influence du Viêt Minh.^{xxii} Plus grave encore, le manque d'organisation chez les non-communistes. Chaque parti continuait à exister indépendamment des autres. L'unité n'était que théorique. Les leaders se disputaient entre eux. Vu Hồng Khanh ne comprenait ni l'importance d'un programme politique capable de traduire la levée nationale en action politique ni la nécessité d'organiser un seul parti unifié et solide pour faire face à la puissance de Hồ Chí Minh autour duquel se regroupait une équipe de jeunes députés bien disciplinés.^{xxiii} En tant que nationaliste de renom, Nguyễn Hải Thân aurait pu contrebalancer l'influence d'Hồ Chí Minh, vu son âge supérieur et sa participation au Đông Kinh Nghĩa Thục et au Việt Nam Quang Phục Hội de Phan Bội Châu. Mais, à la différence de Hồ, Thân avait perdu le contact avec le Viêt Nam qu'il avait quitté trois décennies plus tôt, à tel point qu'il pouvait à peine parler le

viêtnamien. Face à Hô, il lui était donc difficile de se positionner comme un «contre oncle» de la patrie, en dépit de son passé patriotique.

Faute de mieux, la politique des nationalistes visait surtout à gagner l'aide des Chinois et des Américains; le but était de lutter contre le gouvernement de Hô en incitant les Chinois à le renverser et de s'opposer au retour des Français au Viêt Nam. En novembre, le service de renseignements français saisissait sur un agent chinois des documents représentant les autorités chinoises et le Bureau Central d'Outre-mer du VNQDD prouvant une collusion entre Chiang Kaishek et les Partis Nationalistes. Un programme de négociations avec le Viêt Minh fut entrepris et des instructions transmises pour augmenter des forces militaires. Un projet militaire et politique fut soumis au Maréchal Chiang Kaishek pour que les Chinois renforcent, arment et appuient l'armée nationaliste dans la lutte contre les Français et contre les Viêt Minh. Dans cette requête, les nationalistes ont aussi demandé au Maréchal de ne pas retirer ses troupes au nord, vu que l'armée nationaliste vietnamienne ne pouvait pas s'opposer efficacement à une action française sans leur soutien. Le but le plus important à atteindre était d'«enrayer les français» mais pour ce faire, il fallait s'appuyer sur «une puissance étrangère»—la Chine.^{xxiv} Mais les nationalistes n'ont pas pu développer un programme de réforme capable de traduire cette levée nationaliste en une force politique suffisante pour contrer le pouvoir de Hô Chí Minh.

III.2. Le Viêt Minh, l'opposition et les Chinois

Le Viêt Minh visait pour sa part à isoler les partis anti-communistes des masses ou à les neutraliser politiquement prévoyant des accords pour créer des fronts nationaux sous la direction du Viêt Minh. Mais les nationalistes n'étaient pas dupes. Ils revendiquaient un gouvernement d'union non-communiste, comme celui qui avait été ébauché à Lieu

Tchéou en 1942 et 1944. Enragé par l'intransigeance du Viêt Minh, ils agirent. Une rupture commençait vite à prendre corps. Les assassinats se multiplièrent au début de novembre, des accrochements violents éclatèrent en province tandis qu'à Hanoi les kidnappings devenaient de plus en plus fréquents. Le PCI menait une politique d'élimination envers l'opposition^{xxv} et le VNQDD et DMH visaient à faire de même aux communistes. Mais si le PCI était bien implanté au nord Viêt Nam face à ses adversaires nationalistes récemment arrivés, tant que les nationalistes seraient soutenus par la présence chinoise, le Tông Bô ne pouvait pas prendre de mesures militaires pour anéantir l'opposition, surtout pas dans les grandes villes telles Hanoi et Haiphong.

L'affrontement devait donc avoir lieu sur le plan politique (sans faire des concessions trop importantes). Le 23 octobre, le Viêt Minh a pu faciliter la signature d'un accord avec une fraction du DMH représenté par Vu Kim Thanh, député important de Nguyễn Hai Thân : cet accord visait à soutenir le gouvernement de la RDVN contre la menace française. La plupart des signataires de cette «déclaration» étaient des communistes ou des sympathisants du Viêt Minh. Nguyễn Hai Thân ne fut même pas consulté. Thân, dans un rapport rédigé quelques mois plus tard, se lamentait amèrement du fait que Siao Wen avait fait pression sur certains membres du DMH pour collaborer avec Hồ Chí Minh dans la création de cette «fausse DMH». Le 24, lors du dîner organisé pour célébrer l'accord, on constatait la présence de Hồ Chí Minh, Siao Wen, Vinh Thuy (Bao Dai), Bô Xuân Luât, Nguyễn Luong Bang et Lê Tùng Sơn. Ni Nguyễn Hai Thân ni Vu Kim Thanh n'étaient là, ce dernier s'étant retiré.^{xxvi}

En ce qui concerne les relations précises entre le VNQDD et le DMH d'un côté et les officiers chinois sur place de l'autre, il nous est très difficile de pénétrer cette zone encore très obscure. Dans ses souvenirs publiés en 1954, Nghiêm Kế Tô a choisi de ne pas en parler, bien qu'il eût été un des dirigeants les plus importants de cette période.^{xxvii}

Néanmoins, les nationalistes avaient un atout important dans leur propagande. Sous la direction de Khai Hung et Nguyễn Tuong Long (Hoàng Dao), la rédaction du *Viêt Nam* et de *Chính Nghĩa* publiaient des articles qui soulignaient sans cesse le contenu communiste du Viêt Minh pour le discréditer dans les yeux des Alliés, des Chinois nationalistes et de la population en général, ce qui ne pouvait manquer d'envenimer les relations entre le Viêt Minh et les Français et Américains. De plus, le *Viêt Nam* ciblait les commerçants, propriétaires, fonctionnaires, intellectuels et riches. Les articles étaient bien rédigés, écrits dans un style clair et efficace, si bien que la police du Viêt Minh commença à arrêter arbitrairement, en novembre et décembre 1945, ceux qui portaient ce journal. La rue du Grand Bouddha (Quan Thanh), où siégeaient les partis nationalistes devint un lieu de préoccupation majeure pour la Sûreté Viêt Minh.^{xxviii} Malheureusement, nous n'avons pas pu trouver ces journaux dans les fonds de la Bibliothèque Nationale, donc nous ne pouvons pas estimer leur influence ou leurs tirages. Cependant, il est évident que les moyens de diffusion d'information jouaient un rôle très important dans le différend entre ces deux groupes. Pourtant, les hommes du VNQDD et du TLVD n'ont jamais pu publier des journaux hors de Hanoi, ce qui limitait largement leur portée nationaliste.

III.3. L'Ultimatum de Nguyễn Hai Thân et la dissolution du PCI

Le début de novembre fut particulièrement tendu. A partir du 2, le *Viêt Nam* dénonça avec virulence l'accord signé le 23 octobre entre le Viêt Minh et la fraction dissidente du DMH.^{xxix} Ils étaient farouchement opposés aux élections annoncées par le gouvernement de Hồ Chí Minh pour le 23 décembre. Pour les nationalistes, ils n'avaient pas suffisamment de temps pour faire la propagande nécessaire pour concurrencer efficacement le Viêt Minh; ils savaient bien que le Viêt Minh gagnerait, les excluant ainsi du gouvernement avec l'aval de la population. Il fallait donc forcer un compromis en

convaincant les Chinois d'agir contre le Viêt Minh. Vers le 5, beaucoup de leaders du VNQDD arrivèrent à Hanoi, applaudis vivement par la presse d'opposition. Et nous savons que pendant cette période les Chinois étaient en train d'installer les VNQDD/DMH tout au long du chemin de fer allant de Lao Cai et Lang Son à Hanoi. Dès le 7 novembre, un poste de radio fut mis à la disposition du VNQDD pour critiquer «l'échec» de Trần Văn Giàu au Nam Bô, «le régime de dictature» du Viêt Minh, «l'échec» du Viêt Minh sur le plan international et l'anarchie qui régnait partout. Les nationalistes agirent le 8 novembre. D'après un rapport français, Nguyễn Hai Thân, fit livrer à Hồ Chí Minh un ultimatum en cinq points qui expirait le 23, soit 15 jours plus tard. Cet ultimatum demandait immédiatement la démission du président, la dissolution de son gouvernement, la suppression «de la dictature d'un seul parti», un changement de politique intérieure et la création d'un nouveau gouvernement. D'après une source française, cet ultimatum avait reçu l'approbation préalable du général Lou Han avant son départ pour Kunming. Bien que nous ne sachions pas exactement la position de Lou Han, qui était sans doute plus préoccupé par ce qui se déroulait à Kunming, il semble qu'il fût d'accord, vu que cet ultimatum fut livré à Hồ Chí Minh. D'après cette source française, Nguyễn Hai Thân aurait déclaré aux chinois «qu'il déclinait toute responsabilité en cas d'incident entre le Viêt Minh et le DMH, si l'ultimatum était «repoussé» par Hồ.^{xxx}

Quoiqu'il en fût, cette action de la part de l'opposition, apparemment soutenue par les officiers chinois, mettait Ho dans une situation périlleuse. En dépit de ses efforts pour gagner Lou Han et Siao Wen à ses côtés, il ne pouvait plus écarter la possibilité d'un changement dans la ligne chinoise. Et vu les arrestations arbitraires de ceux qui lisaient le *Viêt Nam*, il semble que la propagande farouchement anti-communiste diffusé par le *Viêt Nam*, *Chính Nghĩa* et *DMH* eût été efficace. C'est ce que semble indiquer la tentative par le Viêt Minh de perquisitionner Viêt Minh le 18 novembre le siège du journal du *Viêt-*

Nam. Grâce à l'intervention chinoise, le bureau demeura en opération et les DMH et VNQDD restaient actifs. Ils lançaient des contre-opérations de force. Ils prenaient des otages et libéraient par force leur camarades incarcérés par le Viêt Minh. Selon le service de renseignements français, tout cela se déroulait souvent sous l'oeil bienveillant des chinois.

Coup de force ? Tous les partis vietnamiens jouaient gros jeu pour le pouvoir au début de novembre, si bien que Hồ Chí Minh lui-même prit la décision extraordinaire de dissoudre le Parti Communiste Indochinois—le 11 novembre 1945, trois jours après avoir reçu l'ultimatum de Nguyễn Hai Thân et à la suite de réunions secrètes tenus par le PCI «du 9 au 11 novembre».^{xxx1} Dans l'histoire du communisme, à l'exception du Parti Communiste Américain et de celui de Yougoslavie, aucun parti communiste n'avait jamais été dissous. Que s'était-t-il donc passé de si grave pour provoquer une telle décision le 11 novembre ? Le lendemain, c'est-à-dire, le 12 novembre, le Parti s'est réuni pour approuver secrètement les ordres suivants :

1) Si les chinois imposent une répression armée, [nous] déclencherons des grèves de la part de tous les ouvriers, et, si nécessaire, nous pourrons détruire les usines électriques et hydrauliques, nous employerons le terrorisme et nous perturberons l'ordre social

et

2) Si les forces chinoises et les réactionnaires comme Nguyễn Hai Thân, Nghiêm Kế Tô et Vu Hồng Khanh, provoquent notre perte du pouvoir, nous mettrions en place une tactique de la terre brûlée [...].^{xxxii}

Ce sont effectivement des instructions pour préparer une guerre civile. La dissolution du PCI était motivée par la crainte d'un coup de force des nationalistes non-communistes avec l'aval des Chinois. Ecrivant ses souvenirs dans les années 1980, Hoàn Van Hoan (qui était proche de Hồ Chí Minh et bien placé dans le PCI en 1945) nous confirme que le PCI n'a pas été dissous en réalité, mais qu'il s'agissait là plutôt d'une tactique pour garder le pouvoir pendant un moment difficile. Et il nous fournit l'explication suivante sur la décision prise par Hồ de dissoudre le Parti :

Afin d'apaiser les soucis de Siao Wen et Lou Han [concernant le communisme], le 11 novembre 1945, le Président Hồ a déclaré publiquement que le Parti Communiste Indochinois avait été dissous. [...] En ce qui concerne cette affaire, on m'a envoyé dans la quatrième zone pour expliquer aux cellules du Parti que, vu les circonstances de cette période difficile, nous avons du entreprendre une telle action. Toutefois, le Parti continuait à exister secrètement afin de diriger la lutte du peuple. La dissolution du Parti Communiste a rendu la situation moins tendue.^{xxxiii}

Or, il n'a pas expliqué les facteurs qui ont déclenché cette action. Si nous pouvons faire en croire Hoan, la situation juste avant la dissolution du PCI était «très tendue», bien qu'il ne nous dise pas précisément ce que faisaient les Chinois et les VNQDD/DMH pour provoquer la dissolution du PCI. Cependant, il est notable que Hoan mentionne les noms de Siao Wen et de Lou Han : il suggère ainsi que le Tông Bô Việt Minh craignait que ces deux derniers ne soient pas nécessairement opposés à l'ultimatum de Nguyễn Hai Thân, en dépit de leur rapports amicaux avec Hồ. Evidemment cela nous pose un problème, car nous savons également que Siao Wen sympathisait avec le gouvernement de Hồ, et qu'il était hostile à Vu Hồng Khanh et Nghiêm Kế Tô. Lors d'une cérémonie en hommage à Sun Yat Sen à Hanoi le 12 novembre (le lendemain de la dissolution du PCI), Siao a

même conseillé Nguyễn Hai Thân de ne pas critiquer le Viêt Minh d'une telle façon à provoquer une rupture violente. D'après une source nationaliste, Thân se tourna vers Siao et le regarda fixement d'un air renfrogné. Ensuite, il se retourna et se lança dans une diatribe outrée contre les communistes, allant jusqu'à demander le renversement du gouvernement.^{xxxiv} A la suite de cette cérémonie, des accrochages éclatèrent entre le Viêt Minh et le DMH/VNQDD, pendant lesquels dix Viêt Minh ont trouvé la mort. Selon un rapport français, les Chinois sont intervenus pour rétablir l'ordre mais en respectant une «neutralité» complète. Si un coup de force avait été véritablement prévu pour le 12, il semble donc avoir été décommandé.

Pas un mot de Hoang Van Dao. La seule chose que nous puissions dire à cette étape de notre recherche, c'est qu'un Parti Communiste quel qu'il soit ne se dissout pas pour rien. Le «timing» de cette décision extraordinaire, le 11 novembre, nous suggère que l'ultimatum de Thân était probablement authentique et que le PCI craignait le pire dans ses réunions du 9 au 11. Nous avons une deuxième source communiste qui confirme nos spéculations. C'est celle de l'historien Nguyễn Kiên Giang. Ecrivant en 1961 une histoire du Viêt Nam entre août 1945 et décembre 1946, Giang explique ainsi la dissolution du PCI en novembre 1945 ainsi :

Menacé fortement par la clique de Chiang Kaishek en ce qui concernait l'existence de notre Parti, [la dissolution du PCI] fut une mesure brillante par laquelle notre Parti pouvait éviter leur[s] attaque[s]. A cette époque-là, soit le Parti continuait à exister ouvertement, ce qui aurait mené la clique de Chiang Kaishek à prendre comme excuse le slogan «anti-communisme» pour supprimer la révolution vietnamienne ; soit le Parti devait sacrifier son nom pour conserver ses forces et continuer à mener la révolution. Le Comité Central, dirigé par le Président Hô, a pris la deuxième option d'action.^{xxxv}

D'après le service de renseignements français, «Chungking s'est beaucoup inquiété vers la fin octobre du passage en Indochine du Nord de certains communistes chinois du Kwang Si (dont, paraît-il, quelques leaders)». Et bien sûr, Lou Han et d'autres officiers chinois «ne voulaient pas entendre parler de communisme pas plus en Indochine du nord qu'en Chine pour des raisons évidemment stratégiques».^{xxxvi} Reste à savoir ce que faisaient Nghiêm Kế Tô et Nguyễn Tuong Tam à Chongqing dans leurs relations avec le gouvernement central ? De toute façon, le Parti existait encore dans la clandestinité; il ne fut dissous officiellement qu'en février 1951. Cependant, il fallait que Hồ convainque très vite les Chinois qu'il était à la tête d'un gouvernement non-communiste et nationaliste, désireux de s'entendre avec eux, sinon, il fallait courir le risque d'un coup de force anti-Việt Minh. Il est intéressant de noter qu'à l'issue de la réunion nationaliste du 23 octobre, Hồ annonça la création d'une Assemblée Nationale (Quốc Hội) qui fixa la date des élections au 23 décembre. Il serait très intéressant de savoir si Vu Hồng Khanh ou d'autres représentants du VNQDD avaient pris contact avec les américains en octobre à ce moment pour faire pression sur Hồ Chí Minh et ses proches communistes ?

Quoi qu'il en soit, le Việt Minh resta sourd à l'ultimatum de Nguyễn Hai Thân jusqu'au 17 novembre, lorsque les pourparlers furent entamés sous la pression du général Siao Wen, aboutissant à un accord qui sera publié le 23. Une déclaration entre les partis paraîtra dans la presse les 24 et 25, annonçant le désir de tous d'établir un gouvernement d'union, de concevoir un programme politique national, d'entreprendre des élections et de constituer une armée intégrée et nationale. Ils visaient à faire passer le bien être du peuple avant tout et à ne plus verser le sang vietnamien à un moment où il fallait s'opposer au retour des français au nord Việt Nam. Cet accord fut signé par Nguyễn Hai Thân, Ho Chi Minh et Vu Hồng Khanh.^{xxxvii} Le 24 novembre, un deuxième accord fut silencieusement conclu entre Hồ, Thân et Khanh sur l'importance de freiner la publication

des articles ultra-nationalistes et provocateurs.^{xxxviii} Pendant ce temps-là des incidents continuaient toujours à se produire entre le Viêt Minh et le VNQDD dans la Haute Région et à Hanoi.^{xxxix}

Mais pourquoi un coup de force chinois pour renverser le Viêt Minh ? Difficile à dire vu le manque de sources chinoises. Pression américaine ? Les Chinois sur place devaient savoir qu'une telle action aurait provoqué le chaos, non seulement une guerre civile mais aussi une réaction violente contre les occupants et les communautés chinoises au Vietnam. Siao Wen et Lou Han savaient depuis longtemps que le VNQDD n'avait que très peu de contacts avec la population vietnamienne depuis 1930 et ne pouvait pas concurrencer la popularité du Viêt Minh qui les avaient écartés dans la concurrence pour la révolution en août. D'ailleurs, les nationalistes ne contrôlaient pas l'administration, ils n'avaient pas d'argent sans parler du manque d'organisation solide dans le pays qui pût faire régner l'ordre. Aux yeux des Chinois, seul Hô Chí Minh était capable de faire appliquer des politiques nécessaires pour maintenir l'ordre et les accords. Hô l'avait bien compris. Depuis l'arrivée chinoise à Hanoi, il faisait de son mieux pour les convaincre qu'il était nationaliste et pro-chinois avant tout.

Mais Hô ne pouvait pas échapper à la pression chinoise (et américaine ?) qui poussait le Viêt Minh à partir de la fin de novembre à négocier avec leurs opposants. Ce ne sera pas facile à accepter pour le Viêt Minh vu que Khanh et Thân revendiquaient l'élimination de Trần Huy Liệu, Võ Nguyên Giáp et Trương Chinh du gouvernement, l'annulation complète des élections, l'abandon des comités du peuple (*uy ban nhân dân*) qui représentaient la mainmise du Viêt Minh sur l'administration, en bref, la capitulation du Viêt Minh.

Cette pression faite par les nationalistes eut des conséquences importantes sur les négociations secrètes entretenues par le Viêt Minh et la France. C'est à la suite de ces

jours animés d'octobre et novembre—en fait, une semaine après l'accord entre le Viêt Minh et les partis d'opposition le 24 novembre—que Hô Chí Minh, Võ Nguyên Giáp et Hoàng Minh Giám ont rencontré secrètement Jean Sainteny, Léon Pignon et Louis Caput pour débiter des pourparlers sur l'indépendance du Viêt Nam. Comme l'a fait remarquer Philippe Devillers, le gouvernement de Hô «ne veut nullement rompre avec la France dont il attend l'aide».^{xl} Il fallait plutôt que Hô Chí Minh trouvât une solution et vite avant que les partis d'opposition, soutenus par leurs maîtres chinois, n'arrivassent à convaincre les chinois de le renverser. A la fin de novembre, les journaux anti-Viêt Minh recommencèrent leurs attaques. Le Viêt Minh réagit. Le 2 décembre, il organisa une manifestation anti-VNQDD dans la province de Bac Ninh, en se déclarant le seul représentant valable du «Viêt Nam» et de l'«indépendance».^{xli} Le lendemain, Trần Huy Liệu et Võ Nguyên Giáp furent brièvement pris en otages par le VNQDD.^{xlii}

C'est à la suite de ces événements que Pignon mit en avant un projet visant à «conférer toute indépendance comptable avec son maintien, d'une part, dans la Fédération Indochinoise, d'autre part dans l'Union française». Pour Pignon et Sainteny à ce moment, semble-t-il, seul le Viêt Minh était en mesure de mener des négociations avec la France. Ayant déjà rencontré quelques représentants nationalistes, Sainteny les a vite écartés comme des xénophobes plus anti-français que le Viêt Minh, qui étaient incapables de faire admettre des accords entrepris avec la France. Léon Pignon expliqua ainsi la situation à l'Amiral d'Argenlieu :

[D]oit-on souhaiter l'effondrement du Vietminh sous la poussée chinoise, et l'émiettement des partis politiques ? La question ne me paraît pas comporter une réponse assurée. Il est hors de doute que le Viet Minh renferme les personnalités les plus accusées et les plus désintéressées, que l'on eût à ce titre considéré comme les plus

dangereuses, mais aussi comme celles qui offrent le plus de consistance et, partant, de chance pour nous qu'elles respectent les engagements pris.

Indéniablement, le seul vrai caractère est celui de Hô Chí Minh. Une solution proposée par celui-ci et allant dans le sens de l'opinion générale sera certainement admise par la masse. Aucun autre chef de parti n'en est capable.^{xliii}

III.4. l'Accord du 23 décembre

Quant à l'opposition, elle devait être au courant de la déclaration faite par Chiang Kaishek le 9 décembre selon laquelle il évacuerait prochainement l'Indochine du nord, ce qui voulait dire qu'elle allait perdre son allié le plus important. Encore une fois, il fallait agir vite soit pour déclencher la chute du gouvernement avec l'aide des Chinois sur place, soit pour se faire une place pour autres dans un nouveau gouvernement plus nationaliste. Le VNQDD relança encore la propagande à la fois anti-Viêt Minh et anti-française, ayant peur, à juste titre, que Hô et les Français n'aillent faire la paix sans eux et qu'ils ne puissent s'emparer du pouvoir. Siao Wen tenait des pourparlers secrets avec les partis d'opposition et Hô concernant la constitution d'un gouvernement d'Union et un délai pour les élections. Pendant ce temps-là, une proposition fut faite par les Français afin de rencontrer Hô en secret. Réponse : «Le G.R.A. accepte l'invitation avec empressement», mais, d'après Philippe Devillers, la rencontre a échoué «en raison d'un veto chinois» du 21 décembre. Le Viêt Minh avait cédé à la pression chinoise le 18 décembre dans une déclaration reportant les élections au 6 janvier 1946. Un accord de quatorze points et de quatre annexes fut finalement conclu le 23 décembre 1945. L'original du texte fut rédigé en caractères chinois. Le 24, Vu Hông Khanh donna l'ordre de cesser la propagande anti-Viêt Minh.^{xliv} Dans les articles annexes, 70 sièges furent réservés «a priori» aux

VNQDD (50) et DMH (20). Le VNQDD se vit attribuer deux ministères : celui de l'Economie Nationale et de la Santé Publique.

Pourquoi la distribution de ces 70 sièges selon un style aussi peu démocratique ? Nous n'avons jusqu'à présent aucun indice dans nos dépouillements. Cependant, nous savons que Hô avait peur, vu la décision de Chiang Kaishek d'évacuer l'Indochine, que les Chinois encore en Indochine cherchent à renverser son gouvernement en fomentant un coup d'état pour installer finalement un gouvernement véritablement non-communiste et pro-chinois. D'autant plus que les Chinois allaient tourner leur attention vers les communistes chinois en Mandchourie; ils ne voulaient pas d'une menace communiste sur leur flanc sud. Hô comprit par ailleurs très bien que le DMH/VNQDD bloc perdrait les élections d'une façon écrasante. Voulant éviter un coup d'état possible à la suite de leur échec, voulant éviter aussi des accusations possibles quant à la régularité des élections,^{xlv} Hô se rendit compte qu'il valait beaucoup mieux leur donner 70 sièges avant les élections. Ce nombre de sièges représentait une minorité, mais ce fut une concession importante qui allait les priver de toute prétexte pour rompre avec le gouvernement après les élections. Quant à Hô, il avait besoin d'un gouvernement d'union pour le soutenir, validé par les élections, qui pût consolider le pouvoir du Viêt Minh d'une façon légale, et aussi pour augmenter sa position comme seul interlocuteur valable dans ses négociations avec les Chinois, les Américains et les Français. Le 24, Hô offrit le poste de Vice-Président à Nguyễn Hai Thân, le portefeuille de la Santé à un autre DMH, et celui de l'Economie au chef du VNQDD, «à condition que tous les partis d'opposition acceptent de participer au scrutin du 6 janvier». Le lendemain Hô dut aller plus loin en acceptant que, dans le «Gouvernement d'Union» constitué par les élections, le Viêt Minh ne détienne plus que quatre ministères sur dix, et que les postes de la Défense et de l'Intérieur soient assignés aux indépendants. Autrement dit, quoiqu'il arrive, l'opposition aurait 4 sièges. Comme

l'expliquait Hô aux communistes du Tông Bô : «Les excréments sont répugnants, mais comme engrais ils favorisent la pousse des plantes qui nous nourrissent. Alors, bouchons-nous le nez et utilisons les excréments».

III.5. Gouvernement d'Union Nationale, janvier-mars 1946

Le premier janvier, un Gouvernement Provisoire d'Union Nationale (GPUN) fut constitué, avec Hô Chí Minh à sa tête et Nguyễn Hai Thân comme vice-président. Les rapports entre les partis s'améliorèrent, les prisonniers furent libérés, et la propagande fut provisoirement baissée. Il est intéressant de noter cependant que dans le traité d'Union, l'article 13 fut tenu secret concernant la possibilité d'une action chinoise au cas où ce serait nécessaire. Questionné sur ce point, Hô Chí Minh a même déclaré lors d'un entretien qu'«il vaut mieux ne pas parler du chiffre 13 !»^{xlvi}

Si on compare le cabinet de la RDVN d'août 1945 avec le Gouvernement provisoire d'Union Nationale (GPUN), créé le premier janvier 1946, on constate que dans l'absolu il n'y a eu que deux portefeuilles qui ont changé de main. L'Economie Nationale est passée de Nguyễn Manh Ha à Nguyễn Tuong Long (VNQDD) et la Santé Publique est passée du Dr. Hoang Tich Tri au Dr. Truong Dinh Tri (DMH). La vice-présidence tenue par Nguyễn Hai Thân n'était qu'un poste honorifique, sans aucun pouvoir réel. Autrement dit, le Viêt Minh a gardé en grande partie le contrôle du GPUN sans faire de compromis trop important aux nationalistes, ce qui est assez étonnant vu leur crainte d'un coup de force en novembre. Tout en restant à la tête du GPUN, Hô a gagné non seulement l'appui des Chinois mais aussi un gouvernement approuvé par l'opposition qui furent écrasés dans les élections comme prévu. Le Viêt Minh acquit une légitimité importante auprès des masses, ce qui lui permettait de présenter puissances internationales un gouvernement issu de la population.

Mais l'opposition ne restait pas immobile. Les nationalistes comprenaient bien qu'il fallait maintenant presser la réunion de l'Assemblée Nationale, étant donné que le Viêt Minh serait réduit, par l'accord du 23 décembre, à 4 sièges sur 10 dans le Cabinet. La date de la première session de l'Assemblée Nationale fut fixée au 3 mars. Evidemment, le Viêt Minh, à la différence de la période d'avant l'accord de décembre, était loin de vouloir hâter la constitution de l'Assemblée. Furieux, le VNQDD recommença la propagande contre le Viêt Minh, demandant la démission de Hồ Chí Minh des Affaires Etrangères, de Võ Nguyên Giáp de l'Intérieur et de Trần Huy Liệu de la Propagande. Vers le 20 janvier, Nguyễn Tuong Tam et Nghiêm Kế Tô rentrèrent au Viêt Nam pour participer au gouvernement d'union en voie de formation. Simultanément, il y avait un nombre croissant d'accrochages armés en province entre les deux côtés. Le DMH et le VNQDD contrôlaient les villes de Moncay, Langson, Cao Bang, Ha Giang et Vinh Yên et en partie celles de Bac Kan et Bac Giang, mais Giáp voulait maintenant reprendre graduellement des zones clés le long du chemin de fer. La ville provinciale de Hung Hoa dans la province stratégique de Phu Tho était tombée aux mains du VNQDD début décembre, mais elle fut reprise par le Viêt Minh à la fin du même mois. La situation devint tellement tendue à la fin de janvier que les Français n'excluaient pas la possibilité d'un coup de force. Dans le *Viêt Nam*, on publiait déjà des combinaisons de gouvernements alternatifs.^{xlvii}

Pendant ce temps-là, des pourparlers intenses se déroulaient à Chongqing entre les Français et les Chinois concernant le relèvement des Chinois au Tonkin par les forces françaises. A la fin du mois de janvier, le chef de l'administration militaire chinoise, le Général Chao Pei Chang rencontra Léon Pignon pour expliquer les vues de Chongqing sur le problème indochinois. Il suggéra que la Chine pouvait mettre en place un gouvernement pro-chinois de tendance VNQDD et le forcer à collaborer avec les

Français. Ensuite les Français et Chinois pourraient travailler ensemble pour faire disparaître le Viêt Minh et accélérer le développement économique de la région. L'Amiral écarta cette proposition comme «inacceptable».^{xlvi}

Pour le VNQDD, il fallait maintenant former un nouveau gouvernement, et vite, car les négociations franco-chinoises allaient aboutir à un accord pour le relèvement des troupes chinoises. Le 19 février, sous la houlette de Siao Wen, des pourparlers s'ouvrirent entre les leaders des différents partis et un nouvel accord fut conclu le 24 février. Hô devint le président, Nguyễn Hai Thân, vice-président et Nguyễn Tuong Tam le ministre des Affaires Etrangères. Les deux ministères clefs de l'Intérieur et de la Défense Nationale étaient confiés à des neutres; Vo Nguyễn Giáp et Trần Huy Liệu étant écartés de la liste à cause de l'opposition nationaliste et chinoise. Néanmoins, afin de garder le contrôle de l'armée et des affaires concernant la sécurité interne, le Viêt Minh créa un Comité National de Résistance présidé par Võ Nguyễn Giáp et un Comité National des Conseillers présidé par le Conseiller Supême Bao Dai. Quant au Comité National de la Résistance, les autorités chinoises et les partis d'opposition obligèrent le Viêt Minh à admettre Vu Hồng Khanh comme Vice-président. Mais, au sein de ce comité puissant, vrai Ministère de la Défense, la majorité absolue était dans les mains des communistes.^{xli} Une Commission Permanente fut créée pour constituer le nouveau gouvernement, dont 12 des 15 membres appartenaient au Parti Communiste. Cet accord du 24 février fut approuvé le 2 mars par l'Assemblée.

Finalement, il faut noter qu'en dépit de la présence chinoise massive en Indochine du nord jusqu'alors, les Chinois n'ont pu renverser le gouvernement de Hô Chí Minh. Au contraire. Ils ont permis à Hô de rester à la tête de chaque gouvernement constitué jusqu'en mars 1946, sans même l'obliger à accepter une majorité nationaliste dans son gouvernement. Nous avons montré que Hô craignait un coup de force contre son

gouvernement, si bien qu'il a décidé de dissoudre le PCI dans un geste extraordinaire pour garder le pouvoir. Si les Chinois avaient lancé ce coup, il est probable qu'une guerre civile aurait suivie. Les détails importants de la politique chinoise vis-à-vis du gouvernement de Hô demeurent difficiles à pénétrer avec précision. Encore une fois, pourquoi les Chinois ont-ils laissé en place son gouvernement ? Auraient-ils pu imposer plus de nationalistes dans le gouvernement de janvier 1946 ? Plus tard, Hoang Van Hoan écrira que Siao Wen et Lou Han jouèrent un rôle important en faveur du Viêt Minh après la Révolution d'Août. En 1986, Hoan, un des premiers membres du PCI qui était à Hanoi en 1945, nous dit qu'une fois arrivés à Hanoi, ni Vu Hồng Khanh ni Nghiêm Kê Tô n'obtinrent l'aval de Lou Han ou de Siao Wen. Il va jusqu'à se demander ce qui se serait passé si Siao Wen et Lou Han n'avaient pas été opposés au VNQDD et s'ils n'avaient pas reconnu le rôle important de Hô Chí Minh dans le gouvernement d'union en janvier 1946 : «la situation du Viêt Nam à cette époque-là se serait déroulée dans un sens beaucoup plus difficile pour la révolution. Donc en ce qui concerne l'attitude de Lou Han et Siao Wen à cette époque-là, [leurs actions] convergeaient avec l'intérêt de la révolution [...]».¹ Une source VNQDD en la personne de Hoang Van Dao, nous confirme aussi que l'opposition de Chang Fa-kwei à Chiang Kaishek «était désavantageuse pour les Partis Nationalistes» à Hanoi, cette déclaration est probablement une allusion voilée à Siao Wen, l'ancien conseiller de Chang Fa Kwei ?^{li} Dao va même plus loin en ajoutant que le KMT à Chongqing avait envoyé deux télégrammes à Lou Han dans lesquels le gouvernement central lui demandait de fournir aux hommes du DMH et VNQDD des armes prises sur les Japonais. Mais cela ne s'est jamais produit, parce que Lou Han avait déjà vendu la plupart des armes au Viêt Minh.^{lii}

III.6. Les Accords du 6 mars et l'opposition

Les nationalistes étaient donc déjà sur la défensive avant même que les accords franco-chinois ne fussent signés le 28 février qui devaient permettre le relèvement des troupes chinoises. Et, bien que Nguyễn Tuong Tam fût ministre des Affaires Etrangères, ni le VNQDD ni le DMH ne participèrent aux négociations entre Hô Chí Minh et Sainteny concernant l'accord du 6 mars. Les complexités de cet accord, surtout en ce qui concerne le rôle des Français, du Viêt Minh et des Chinois, ont été traitées dans de nombreuses études récentes.^{liii} Plutôt que de répéter ce qui a déjà été dit, mieux vaut ici expliquer comment cet accord, signé par Vu Hồng Khanh lui-même, a entraîné l'effondrement des nationalistes.

La question qui demeure la plus troublante, c'est «pourquoi» ? Pourquoi, si le VNQDD était si opposé au retour français et si les Français et le Viêt Minh ne négociaient pas avec le VNQDD, Vu Hồng Khanh le chef du Parti a-t-il signé l'accord du 6 mars avec Jean Sainteny et Hô Chí Minh ? Après tout, cet accord obligeait Khanh à accepter au nom des nationalistes non-communistes le retour des troupes coloniales qu'ils dénonçaient violemment jusque là. Et comment explique-t-on le fait que Vu Hồng Khanh a signé un traité lorsqu'il ne faisait même pas partie du Cabinet ? Où était Nguyễn Tuong Tam ? Rappelons qu'il était le Ministère des Affaires Etrangères !

Hoàng Van Đào, ancien VNQDD lui-même, suggèrait en 1970 que Khanh ne comprenait peut-être pas que ces accords impliquaient la réoccupation française du nord Vietnam. Cela nous semble très invraisemblable. Khanh n'était pas inconscient. Il voulait le pouvoir de même que le Viêt Minh ne voulait pas le perdre. Il avait ses propres services de renseignements, des contacts avec les Chinois et Américains, par lesquels il pouvait s'informer sur le déroulement des événements. Il devait comprendre le danger de la décision prise par Chongking, et qui permettait aux troupes françaises de prendre la relève des Chinois, car cela pouvait bientôt priver les nationalistes de leur protecteur le

plus important. Le Viêt Nam n'était plus une priorité chinoise; vu que la France garantissait dès lors la sécurité de Chiang Kaishek sur son flanc du sud.

Pour les leaders du Tông Bô Viêt Minh, les accords du 28 février se traduisaient par deux résultats stratégiques importants. D'abord, les Français avaient facilité le retrait des troupes chinoises qui avaient failli déborder le Viêt Minh en novembre. Une entente avec les Français sous la forme de l'accord du 6 mars permettait au Viêt Minh, à la fois de faire disparaître la menace chinoise, d'augmenter ses forces militaires et d'éliminer ses opposants sans craindre aucune riposte chinoise. Le 3 mars, le Comité Central du PCI annonça secrètement que :

Si les Français poursuivent la politique indochinoise qu'ils ont élaborée dans la déclaration du 24 mars 1945, nous sommes non seulement déterminés à lutter mais aussi à mener une guerre de guérilla de longue durée. Mais si la France reconnaît la souveraineté (tu chu) de l'Indochine (Dông Duong), alors nous serons prêt à mener une politique de paix. Paix pour détruire les complots de la clique chinoise blanche (KMT), des réactionnaires vietnamiens et des fascistes français [...].^{liv}

Mais, pour des raisons encore nébuleuses, les français voulaient que leur accord avec le gouvernement dirigé par Hô fût également signé non seulement par le Viet Minh mais aussi par les partis d'opposition, sachant qu'ils avaient besoin de leur coopération pour faire admettre l'accord et voulant peut-être faire pression sur Hô Chí Minh. Hô voulait aussi une signature nationaliste à côté de la sienne pour ne pas être accusé d'avoir trahi son pays en acceptant un traité qui permettrait le retour des Français sans que le mot «indépendance» soit prononcé.^{lv} Si les Français avaient du mal à utiliser le vocable, «Etat-libre/Free State», Hô courrait un risque dangereux en laissant tomber le terme

«indépendance» vu la ferveur nationaliste de la propagande du VNQDD et du Viêt Minh autour de ce mot depuis la Révolution.

En ce qui concerne les nationalistes nous n'avons pas pu déterminer ce que Nghiêm Kế Tô, Nguyễn Tuong Tam ou Vu Hồng Khanh pensaient vraiment sur ce point. Si on considère leur position jusque là, il semble fort probable qu'ils auraient été contre tout compromis avec la France, en constatant que Hồ Chí Minh ne pouvait pas garantir l'indépendance du Viêt Nam. On peut se demander également s'ils n'auraient pas voulu provoquer une rupture violente à cette joncture en refusant de signer l'accord, ce qui aurait forcé les Chinois sur place à se battre contre les troupes de Leclerc.

Pour le Viêt Minh et les Chinois, éviter la guerre passait par un accord vite signé, car 35 bateaux portant 21.000 hommes de troupe sous la direction du Général Leclerc approchaient du port de Haiphong. Le matin du 6, les premiers coups de feu y éclatèrent. Un accord n'était pas encore achevé. Lors de la réunion extraordinaire convoquée expressément par Hồ ce matin-là, le Président de la République essaya en vain de trouver son ministre des Affaires Etrangères : Nguyễn Tuong Tam avait disparu ce matin-là sans laisser aucune trace.^{lvi} Il fallait trouver un nationaliste et vite, car Sainteny insistait pour signer avec Hồ et un autre nationaliste non-Viêt Minh. Hồ dépêcha immédiatement une messagère à Vu Hồng Khanh pour garantir sa présence à cette réunion. Khanh vint mais il n'était pas dupe, expliquant qu'il n'était pas un membre du cabinet, seulement un membre du Comité de Résistance, ainsi incapable de signer un traité de cet ordre. Hồ demanda ensuite au Cabinet de désigner un représentant pour signer l'accord avec lui. Tous les ministres déclinèrent catégoriquement. Hồ proposa alors que le Cabinet désignât un délégué par un scrutin secret étant donné qu'il fallait signer, sinon c'était la guerre. D'après Hoang Van Dao, Vu Hồng Khanh fut nommé.^{lvii}

Nos dépouillements préliminaires ne nous ont apporté aucun renseignement sur ces événements. Nous pouvons prendre la version fournie par Hoàng Van Dao comme une hypothèse à vérifier. Mais elle n'est pas encore satisfaisante. D'abord, nous savons que Khanh a signé l'accord du 6 mars sans l'autorisation du Comité Central du VNQDD, ce qui a failli mettre à fin au Parti Nationaliste le lendemain des accords. En voyant Khanh, devant une foule de 100.000 vietnamiens, expliquer à côté de Võ Nguyên Giáp et Hồ Chí Minh pourquoi ils avaient signé l'accord, beaucoup de militants nationalistes se mirent à hurler, voire pleurer, avec rage contre le retour imminent des français au nord du Viêt Nam. Khanh fut critiqué sévèrement à cause de son acte, et, dans un Parti comme le VNQDD, cela pouvait être mortel.^{lviii} N'aurait-il pas préféré provoquer la chute de Hồ en refusant pour signer ? Dans ses souvenirs, Khanh ne touche pas au 6 mars. On peut se demander si quelqu'un faisait pression sur Khanh pour qu'il signe. Que faisaient les Chinois, tel Siao Wen, l'expert en ce qui concerne les affaires vietnamiennes ? Il est probable que Siao avait reçu des ordres de ses supérieurs, qui voulaient un accord rapidement signé pour éviter la guerre avec les Français, et faire pression sur l'opposition pour «coopérer». Auraient-ils pu pousser Khanh à signer avec Hồ d'une façon plus «convaincante» ? Il est difficile de croire qu'il n'était pas au courant de la «disparition» de Tam. Quoiqu'il en fût, Khanh signa. Ayant assisté à la signature de l'accord, un officier français bien renseigné sur les partis anti-Viêt Minh de l'époque se rappellera plus tard dans ses souvenirs :

Les observateurs étrangers, Trevor Wilson et Farris (USA), les Français, Pignon, Salan ..., applaudissent tandis que Vu Hồng Khanh reste de glace. Dûment chapitré par Siao Wen, il vient d'avaliser, au nom de son parti, un accord qu'il combattait jusque-là. Plus

retors, le vieux Nguyễn Hai Thân, chef du Đông Minh [Hôi], vice-président du gouvernement, s'est défilé.^{lix}

C'était le début de la fin. Deux jours plus tard, le Comité Central du Parti Communiste s'est réuni pour adopter une politique d'entente avec la France, intitulée «paix afin d'avancer» (*hòa dê tiên*), une politique qui visait à éviter une guerre simultanée contre «beaucoup d'ennemis».^{lx} Pas contre les nationalistes non-communistes. Le 12 mars, Tam rentra à Hanoi pour annoncer que la Chine et les Etats-Unis devaient garantir la paix en Extrême-Orient. Il ajouta que le Viêt Nam voulait particulièrement s'appuyer sur l'Amérique pour obliger les Français à établir la paix en Indochine. Le lendemain Tam demanda à Hô d'envoyer une délégation dirigée par Bao Dai en Chine pour négocier avec Kaishek. Bao Dai quitta le Viêt Nam le 18 en compagnie de Nghiễm Kê Tô et de deux délégués de Hô Chí Minh.^{lxi} A la suite des accords militaires, signés au début avril préconisant la réoccupation du Tonkin, le VNQDD qui occupait une grande partie de cette région annonça sa renonciation aux accords dans le *Viêt Nam*, poussant ainsi le Viêt Minh et les Français dans un paternariat plus proche.

III.7. L'Effondrement du courant nationaliste au Viêt Nam, avril-août 1946

La fin de l'opposition fut violente. Les opposants s'étaient trop appuyés sur les troupes chinoises et ils ne s'étaient pas assez attachés à développer une véritable implantation dans le corps social du Viêt Nam. Ils ne contrôlaient pas l'administration. Nguyễn Hai Thân surtout était coupé des besoins du pays; cela avait été marqué par son départ immédiat avec les troupes chinoises. Bao Dai et Nghiễm Kê Tô partirent aussi pour rencontrer Chiang Kai-Shek à Chongqing. Quant à Vu Hông Khanh, il quitta Hanoi pour se préparer à la lutte contre Giáp et Leclerc le long de la frontière chinoise où il restera jusqu'en novembre.

Le Viêt Minh développait ses forces internes à Hanoi, en renforçant la Sûreté et la Police sous le nom de Services de Paix Publique (Ty Công An), soutenues par un Corps Spécial appelés les Xuong Phong (XP), ce qui veut dire une sorte de police d'assaut.^{lxii} Quant au VNQDD, il commença un véritable noyautage des Tu Vê à Hanoi, ce dernier atteignant le nombre de 8.000 juste avant le déclenchement de la guerre d'Indochine.^{lxiii} Mais le véritable atout du VNQDD demeurait encore une fois la propagande à outrance contre les Français et les communistes. Le 25 avril 1946, au 80 Grand Bouddha, une réunion secrète du VNQDD et du DMH a eu lieu pour mener de concert une offensive politique contre le Viêt Minh et les Français. Hoang Thuc Gi, le gérant du *Viêt Nam*, insista sur le fait qu'il fallait déclencher immédiatement une violente campagne anti-gouvernementale et anti-française vu l'attitude pro-française du Viêt Minh. Ils se sont rendus compte de la nécessité alors, plus que jamais, d'une collaboration étroite entre les forces du VNQDD et du DMH dans la Haute Région et surtout tout au long de la frontière vietnamo-chinoise. D'après un membre nationaliste, il fallait lancer une attaque de propagande car «le moment décisif approch[ait]». Des ordres furent donnés pendant cette réunion importante pour entretenir activement des sentiments francophobes dans la masse.^{lxiv}

Au mois de mai, avant de quitter le Vietnam pour gagner la Haute Région, Vu Hông Khanh céda son poste à Truong Tu Anh, leader du Dai Viêt Quôc Dân Dang, qui acquérait une place de plus en plus importante dans les groupements nationalistes. Dans le Comité Central renouvelé du *Quôc Dân Dang*, le «Parti Nationaliste», créé en décembre 1945, Anh devint le Président, Khanh fut nommé vice-président, Nguyễn Tuong Tam Ministre des Affaires Etrangères. Des plans de bataille furent établis : Vu Kim Thanh du DMH prit la direction de la Région de Lang Son; le DVQDD dirigeait la ligne de chemin de fer entre Hanoi et Langson tandis qu'un groupe VNQDD prit le

contrôle de la ligne entre Hanoi et Lao Kay, le PC du VNQDD étant basé à Lao Kay.^{lxv} En bref, le Viêt Minh et les nationalistes se préparaient à partir entre la fin avril et le début mai pour la lutte armée : une véritable guerre civile se préparait.

Il fallait seulement attendre que les Chinois partent à mi-juin pour pouvoir commencer à mener de vigoureuses attaques. Déjà, dans le nord Annam, par exemple, les forces gouvernementales sous la direction de Giáp avaient attaqué, avec beaucoup de succès, de petits détachements du VNQDD restés sur place après le retrait des troupes chinoises. Giáp intensifia ces frappes au cours du mois de mai et, dès la fin de juin, il attaqua partout les forces armées nationalistes sur les deux axes de retrait des troupes chinoises entre Vinh Yên et Lao Kay d'un côté et Bac Giang et Lang Son de l'autre.^{lxvi} Le DMH fut dérouteré à Lang Son qu'il avait occupé dès l'entrée des troupes chinoises en territoire vietnamien à la fin d'août 1945. Pendant la dernière quinzaine de juin, les troupes de Vu Kim Thanh et de Nguyễn Hai Thân furent détruites à Moncay et complètement dérouterées à Lang Son quelques semaines plus tard. Le VNQDD était plus fort. Pendant l'été de 1946, Giáp engagea ses troupes contre Khanh à Vinh Yên, Viêt Tri, Phu Tho et ensuite à Bac Ninh et Bac Giang. Des batailles très acharnées se poursuivront avant que l'armée du Viêt Minh pût s'établir dans ces chefs lieux en août. Ceux qui ont survécu à ces batailles se sont enfuis en Chine ou dans le sud du Viêt Nam.

Pendant ce temps-là, le seul ministre VNQDD demeuré au sein du Gouvernement, Chu Ba Phuong, serrait la main de Vo Nguyễn Giáp au cours d'une conférence de presse donnée aux journalistes étrangers pour montrer que le nouveau Front d'Union (*Mat Trân Liên Hiệp*) était derrière ses négociateurs en route pour Fontainebleau. Ce n'était qu'un mythe.

Pour les hommes chargés d'occuper les points stratégiques indiqués dans l'accord du 6 mars et son annexe militaire d'avril, ni le colonel Crépin (chargé des forces françaises en

l'absence de Leclerc) ni le général Giáp ne voulaient une rupture quelconque au moment où les diplomates essayaient de trouver une solution politique à Fontainebleau. Toutefois, les militaires et administrateurs français sur place se rendirent vite compte que, depuis les accords du 6 mars, ils se trouvaient face à face avec le Viêt Minh qui consolidait de plus en plus son hégémonie politique. Le retrait des chinois avait permis à la police de Giáp à prendre des mesures plus vigoureuses contre ses ennemis nationalistes. Inquiété par ce nouveau facteur dans la situation stratégique, le colonel Crépin rencontra le Général Valluy en avril ou mai pour discuter de l'importance d'entreprendre des contacts secrets avec le VNQDD et le DMH afin de contrecarrer la croissance du Viêt Minh. Crépin effectua des ouvertures discrètes auprès des représentants du Đông Minh Hôi mais il fut vite déçu. De même pour le VNQDD. Tous deux refusèrent toute collaboration avec la direction militaire au Tonkin, si bien que le colonel considérait la «possibilité [de] correction à infliger à VNQDD».^{lxvii}

En fait, comme ils l'avaient prévu dans leurs réunions secrètes en mai, les nationalistes n'avaient aucune intention de baisser leur ton anti-français. A Hanoi, avec le départ des Chinois et de Hô Chi Minh au début juin 1946, le journal *Việtnam* accusait à la une le gouvernement de trahison et écrivait des articles francophobes. Des kidnappings se multipliaient, la haine augmentait lors de circonstances explosives. Des Français passant dans les rues tombaient souvent, blessés ou tués. Des incidents de plus en plus violents devenaient quotidiens. Quant à Giáp, ses forces policières avaient beaucoup de mal à contrôler cette situation explosive. Le 16 juin, deux européens furent tués. Deux jours plus tard, le Major Simpson Jones, un officier anglais stationné au Viêt Nam depuis la fin de la guerre pour s'occuper des prisonniers de guerre en Indochine, faillit échapper à un attentat du VNQDD.^{lxviii}

Toutefois, on notait une divergence entre la vue militaire représentée par Crépin et celle des administrateurs à Saïgon dans la personne du conseiller politique de l'Amiral d'Argenlieu, Léon Pignon. Pour le Colonel Crépin, c'était un problème militaire : le refus des VNQDD et DMH de réduire leurs activités terroristes et leur propagande anti-française l'empêchait de maintenir l'ordre et de réoccuper des points stratégiques au nord Vietnam. Quant à Pignon, il était soucieux de trouver une solution politique pour contre-carrer le Viêt Minh. Il voyait dans les nationalistes, malgré leur francophobie qui l'avait inquiété en décembre 1945, une carte à jouer sur le plan politique contre l'hégémonie de plus en plus forte du Viêt Minh. Le premier juillet, quelques jours après l'attentat contre Simpson Jones par le VNQDD, Pignon s'exprimait ainsi :

I. L'Opposition au gouvernement actuel de la République Démocratique du Viêt Nam doit servir les intérêts permanents de la France dans le pays. Il faut en tirer profit quelles que soient la valeur et la nature de ses dispositions apparentes à notre égard.

II. Il n'est pas interdit de penser que l'attitude radicalement anti-française prise actuellement par les partis d'opposition est motivée par le désir de faire pied au pouvoir établi et que l'épouvantail xénophobe est agité par eux à des fins purement internes. Il est possible que les tendances réelles des chefs de l'opposition soient différentes et il n'est pas exclu qu'on puisse dans tous les cas les inspirer dans un sens moins défavorable à nos intérêts.^{lxix}

Pignon s'était rendu compte du fait que l'accord du 6 mars avait, en effet, rendu la tâche du Viêt Minh plus facile en accélérant le retrait des Chinois, ce qui permettait à Hô et Giáp de supprimer l'opposition plus efficacement. Avec Hô Chí Minh en France et d'Argenlieu en train de mettre sur pieds la République de Cochinchine, Pignon cherchait

évidemment de nouveaux interlocuteurs, outre le Viêt Minh, pour collaborer avec la France, résoudre le problème dit Indochinois sur une nouvelle base non-communiste et pro-française. Les choix étaient limités. D'abord, Pham Quynh et Bui Quang Chiêu avaient été éliminés par le Viêt Minh; Pham Lê Bông et Nguyễn Tiên Lãng étaient emprisonnés; Bao Dai et Trần Trọng Kim étaient déjà partis pour la Chine. Le désir de Pignon de tenter une coopération avec le VNQDD/DVQDD à la suite du départ de Hồ Chí Minh pour Fontainebleau s'inscrivait probablement dans une volonté de trouver de nouveaux dirigeants, à condition qu'ils fussent anti-Viêt Minh et non-communistes. Mais il semble avoir oublié qu'ils étaient plus opposés au retour des Français que les communistes. Personne dans le VNQDD n'a oublié Yên Bái. Trouver une entente avec ce courant du nationalisme vietnamien ne devait pas être facile. Et avec qui ? Comme l'a expliqué Pignon dans cette même note : «Il conviendrait à cet égard de situer exactement la position des chefs nationalistes actuellement en Chine, d'une part l'ex Empereur Bao Dai, d'autre part les leaders du VNQDD, Nguyễn Tuong Tam et Vu Hồng Khanh et le Đông Minh Hội [de] Nguyễn Hai Thân. Les derniers télégrammes de notre Ambassade en Chine donnent à penser à ce propos que les ouvertures faites par l'ancien Empereur d'Annam n'ont pas été exploitées et que le contact avec lui s'est relâché ou a été perdu». C'est à la suite de cette réflexion que l'idée d'une mission spéciale auprès de Bao Dai menée par la personne de M. Cousseau, Administrateur des Services Civile, est née.^{lxx} Ce même jour, un conseiller de Pignon donna des instructions pour effectuer une synthèse complète sur les Partis d'opposition, «et particulièrement le VNQDD».^{lxxi}

III.8. L'Affaire On Nhu Hâu

Le désir de Pignon de jouer le VNQDD contre le Viêt Minh n'aboutira pas. Quelques jours avant que Pignon ne donne ses ordres du premier juillet sur le VNQDD, Võ Nguyễn Giáp avait personnellement contacté le colonel Crépin à Hanoi pour la première fois pour

savoir «quelle serait l'attitude des Français s'il engageait des hostilités de fait contre le VNQDD et le DMH», comme l'a rappelé le général Crépin dans ses souvenirs rédigés plus tard. Crépin, avec l'autorisation de Valluy, lui répondait que ses forces «ne s'immisceraient pas dans une telle affaire intérieure».^{lxxii} Le feu vert avait été donné. Giáp pouvait finalement frapper ses adversaires de longue date sans craindre l'ingérence d'une troisième force. Pour les nationalistes, il fallait empêcher une solution à Fontainebleau qui pouvait les exclure de façon permanente de tout pouvoir dans l'éventualité d'une solution négociée. Le seul moyen qui restait pour se débarrasser à la fois des Français et du Viêt Minh était de provoquer un incident entre les troupes françaises et celles du Viêt Minh dans le but de susciter une rupture totale entre les deux parties.

Giáp n'ignorait pas ces préparations. Il savait que, bien que Nguyễn Hai Thân, Nghiêm Kê Tô et Vu Hồng Khanh avaient déjà quitté Hanoi, Trương Tu Anh et Nguyễn Tuong Tam travaillaient secrètement en coulisse. D'après un document de la Sûreté Viêt Minh, saisi et traduit par les Français, il semblait que Giáp fût très attentif à la possibilité d'un coup d'état contre le gouvernement pendant l'absence de Hồ Chí Minh. Le service de renseignements du Viêt Minh, révéla en septembre 1946 que le Đại Việt Quốc Dân Đảng était l'ennemi le plus important : «Les DVQDD ont des ruses subtiles très nuisibles. Ils ont suscité une guerre entre Français et Viêt Minh pour faciliter leur mouvement».^{lxxiii} Le Đại Việt Quốc Dân Đảng avait repris une position plus importante dans la hiérarchie anti-Viêt Minh sous la direction de Trương Tu Anh. Ce dernier avait mobilisé les étudiants en droit et médecine, parmi lesquels il avait beaucoup d'influence depuis longtemps. Des étudiants, des écoliers et des délégués militaires des secteurs de Lao Kay, Yên Bái et Bắc Giang furent également mobilisés pour travailler contre le Viêt Minh et les Français au Tonkin. Les soupçons du Viêt Minh étaient bien fondés. Mi-1946, le service de

renseignements français a saisi un document de 7 pages dactylographiées, daté du 31 juillet 1946, provenant de la Sûreté Viêt Minh dans lequel leur service de renseignements donnait le bilan des activités du DVQDD en juillet 1946. D'après ce document très secret, Truong Tu Anh, en concurrence «avec les vestiges du VNQDD» (Nguyễn Tuong Tam ?) encore restés à Hanoi, a organisé des réunions très secrètes pour préparer une action afin de renverser le gouvernement de Hồ Chí Minh. La Sûreté Viêt Minh en a conclu que Anh visait à regrouper dans un grand centre le matériel et les partisans dispersés, à diffuser des tracts avec des signatures nouvelles, dès le 14 juillet 1946, pour projeter l'assassiant d'un certain nombre d'officiers français et semer le désordre, provoquer un conflit entre les armées françaises et le Viêt Minh, assassiner les personnalités du Viêt Minh et du gouvernement. Le premier juillet les tracts furent distribués, adressés, significativement, «aux Tu Vê des villes et des pays».. Ils visaient à faire assassiner à tout prix, dans la semaine du 14 au 21 juillet 1946, Võ Nguyên Giáp, Trần Huy Liệu et Dang Xuân Khu (Truong Chinh).^{lxxiv} Deux sources non-communistes confirment ces plans pour renverser le gouvernement de Hồ Chí Minh.^{lxxv}

Pourtant, quelques jours après le déclenchement de la guerre d'Indochine le 19 décembre 1946, le deuxième bureau français a trouvé un plan d'assassinat et de rapt dans la maison de Trần Duy Hưng, Maire de Hanoi. Adressé au «Président», soit du VNQDD soit du DVQDD, il avait été rédigé vers la fin juin ou le début juillet. Ce plan souligne la fin de l'espoir des nationalistes de provoquer une rupture entre le Viêt Minh et les Français et la crainte d'être éliminés soit par un accord négocié soit par une manoeuvre militaire venant de Giáp, de Crépin ou des deux.^{lxxvi}

Le premier but de ce plan était de «détruire les directives stupides du Gouvernement actuel en matière de relations diplomatiques», autrement dit d'annihiler les négociations avec les Français à Fontainebleau. Les nationalistes comptaient mettre à exécution leur

plan lors d'un défilé français à Hanoi le 14 juillet à l'occasion de la fête nationale. A ce moment-là, les soldats français défilant selon un trajet réglé seraient vulnérable à leurs attaques. Il semblait que la Sûreté du Viêt Minh fût au courant de cette tentative,^{lxxvii} et on peut se demander si Giáp avait contacté Crépin pour lui dévoiler les preuves montrant que les nationalistes se préparaient à passer à l'attaque à partir du 14 juillet.

Par ailleurs, le fait que Giáp ait dû demander l'autorisation de Crépin pour frapper l'opposition suggère qu'il ne contrôlait pas entièrement ce qui se passait à Hanoi et qu'il avait besoin d'un «feu vert» de la part de Crépin pour entreprendre toute action préventive contre les comités centraux du VNQDD et DVQDD à Hanoi. Ce qui nous frappe, cependant, c'est que le colonel Crépin ne précise pas dans ses souvenirs si Giáp lui a parlé des préparatifs nationalistes pour attaquer les Français à Hanoi le 14 juillet. On n'y trouve pas non plus mention de cette attaque nationaliste dans son rapport à Saigon sur la situation au Tonkin en août 1946. N'aurait t-il pas voulu noter ce fait ?

Au début de juillet, la tension était lourde à Hanoi. Bien que nous n'ayons pas d'évidence concrète, il semble probable que les partis anti-communistes n'étaient pas les seuls à mener des actions violentes. Võ Nguyên Giáp suivait soigneusement la situation en mi-1946. Hồ Chí Minh était absent. L'opposition montait des accusations de trahison, une partie de l'opinion vietnamienne quittait les rangs du Viêt Minh. Des incidents rendaient l'atmosphère de plus en plus explosive. Dans une lettre écrite au Général Leclerc le 5 juillet, Crépin expliqua que le gouvernement vietnamien envisageait «une rupture partielle».^{lxxviii}

Quoiqu'il en fût, le 12 juillet, à cinq heures du matin, Giáp, avec le feu vert de Crépin, lança ses attaques contre les nationalistes : d'abord, à 5h, il frappa le Dai Viêt de Truong Tu Anh au 152 Rue Duvigneau; ensuite, à 7 heures, c'est le tour du VNQDD au 7 rue Bonifacy d'être attaqué; cet endroit est mieux connu dans la légende nationaliste comme

l'incident de On Nhu Hâu, 7 rue On Nhu Hâu, l'ancien siège du TLVD. Le Viêt Minh annonça dans la presse des découvertes de caches d'armes, de tracts de propagande et de quatorze cadavres dont quelques français.^{lxxxix} 114 personnes furent arrêtées dont 14 députés et beaucoup ne reviendront jamais. A huit heures le Viêt Minh sous les ordres de Giáp et Vương Thừa Vù attaqua le VNQDD au 80 Grand Bouddha (Quan-Thánh). Leurs opposants du VNQDD/DVQDD étaient mieux avertis et ripostèrent avec violence. Cette bataille fut particulièrement farouche, d'après les sources vietnamiennes. Les illustres littéraires tels Khai Hưng aussi bien que Xuân Tùng, Nguyễn Văn Phúc et même Phan Khôi furent appréhendés lors de ces hostilités. Plus tard, le Viêt Minh perquisitionna 44 rue Nguyễn Do, où l'on a trouvé une imprimerie et où furent arrêtés 13 membres du VNQDD. D'autres offensives frappèrent des bureaux nationalistes au 46 rue Nguyễn Dô, 143 rue des Raines, et 52 rue de Huế.^{lxxx} Au 7, rue Bonificacy, le Viêt Minh saisit le plan d'un coup de force contre le gouvernement de Hồ.^{lxxxix} Le journal *Việt Nam* fut immédiatement fermé pendant trois jours, mais rouvrit quelques jours plus tard sous le contrôle étroit du Viêt Minh. Un nouveau VNQDD «réformé» fut créé qui exhortait les nationalistes non-Viêt Minh à se rallier au Liên Hiệp, front politique inféodé entièrement au Viêt Minh. D'après Hoàng Văn Đào, le 13 juillet Võ Nguyên Giáp donna l'ordre à ses troupes de lancer une attaque générale contre le VNQDD en province.^{lxxxii} A la différence de la conférence de Dalat, l'incident de On Nhu Hâu était entièrement une affaire «vietnamienne». Cette rupture violente entre nationalistes communistes et non-communistes avait ses racines dans les débats violents datant du Bagne II à Poulo Condore quinze ans plus tôt. Comme en 1930, le VNQDD/DVQDD étaient presque détruits par ces attaques du Viêt Minh, avec la collusion des militaires français.

Mais, d'après un rapport de la Sûreté Viêt Minh du 31 juillet 1946, il semblait que Giáp craignît la possibilité que Saïgon voulût le renverser en poussant les nationalistes à

attaquer le 14. La Sûreté Viêt Minh a terminé ainsi son rapport sur la destruction des nationalistes au début juillet :

Sachant que les Français s'appuient sur les complots des VNQDD et DVQDD, des partis catholiques et traîtres Vietnamiens [...] et pour éviter toutes fuites, nous nous efforçons de réaliser la décision prise par le Công An [la Sûreté du Viêt Minh], c'est-à-dire arrêter tous les dirigeants, disloquer leur organisation afin d'obliger les Français à changer leur intentions actuelles. [...] Surtout consolider le réseau d'espionnage chez les Français pour pouvoir mettre en garde le gouvernement contre tous complots, et maintenir la situation.^{lxxxiii}

En 1961, Vuong Thua Vu consacra une annexe spéciale à «l'incident de On Nhu Hâu» mais il ne prononce pas un mot à rencontres secrètes entre Giáp et Crépin sur le désir du premier de frapper l'opposition. Il insiste plutôt sur le fait que les Français essayaient de provoquer une rupture violente avec le Viêt Minh en essayant de manipuler des complots avec l'opposition pendant des célébrations prévues pour le 14 juillet à Hanoi.^{lxxxiv} En dépit de cette accusation, *nous n'avons aucune preuve*—soit française, soit vietnamienne—montrant que Pignon visait à s'appuyer sur les nationalistes pour provoquer une rupture avec le Viêt Minh. Ce que nous pouvons dire, c'est que Pignon visait à jouer le VNQDD contre le Viêt Minh en mi-1946 et que la décision prise par Crépin de permettre à Giáp de détruire l'opposition fut critiquée vivement par les administrateurs à Saigon.^{lxxxv} Le 14 août 1946, le Commissaire de la République pour le Tonkin et pour le Nord-Annam, le Colonel Crépin, écrivait dans son rapport officiel sur la situation politique au Tonkin au 12 août 1946 :

Si nous envisageons maintenant une politique à vue plus lointaine, le problème essentiel est d'éviter de nous trouver en face d'un seul parti politique. Une solution à ce problème consiste dans la francisation du Parti VNQDD ou la formation d'un parti basé sur la classe aisée et les catholiques. Une évolution incontestable s'est produite dans l'esprit des membres possibles de ces partis [...] Nous devons donc suivre avec la plus grande attention ces partis et leur évolution, mais sans nous engager en rien pour le moment. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que si, à titre d'expédient provisoire, ces partis sont susceptibles de réaliser une entente de courte durée avec nous contre le Viêt Minh, c'est parmi eux qu'on trouve à la fois les éléments les plus violemment nationalistes et les plus anti-français et les éléments les moins susceptibles d'entraîner le peuple par leur action personnelle et, par suite, les plus tentés par une démagogie anti-française.

Pour Crépin le désir de Saigon de jouer la carte nationaliste contre le Viêt Minh était irréfléchi, sinon dangereux vu leur attitude extrêmement anti-française. Ce sont le «réalisme énergique» du Viêt Minh et sa «notion beaucoup plus précise et beaucoup plus solide des possibilités vietnamiennes et des possibilités françaises» qui ont convaincu Crépin de l'importance d'aller avec le Viêt Minh, qui a su «mettre au point une organisation lui donnant sur le pays une réelle emprise. C'est elle aussi qui, "intellectuellement", est la plus proche de nous».

En tout état de cause, une chose paraît certaine : quelle que soit l'évolution politique ultérieure, nous avons, bon gré mal gré, partie liée avec Hô Chí Minh et son gouvernement dans la première étape de l'établissement des rapports nouveaux du Vietnam et de l'union française. Tout en l'empêchant de devenir trop puissant, ce serait une grave faute pour nous que d'affaiblir exagérément ce parti pour le moment, car il est

le seul capable, par son autorité, son énergie, son réalisme, de faire accepter à la quasi totalité du peuple indochinois [sic, vietnamien], les accords de Fontainebleau et le seul capable de réaliser la première étape de leur application, étape qu'il est nécessaire de franchir vite et bien si l'on veut éviter la ruine définitive de ce pays et la perte de confiance également définitive de tous les français de l'Indochine.^{lxxxvi}

Tous n'étaient pas d'accord. Dans une note confidentielle adressée au Général Morlière, le Commandant Dronne, chef de la Deuxième Division Blindée, critiquait la politique menée jusqu'alors par le colonel :

Depuis le départ des chinois, nous avons laissé le Viêt Minh étendre son influence en profondeur : il a éliminé les partis d'opposition (VNQDD et DMH) qui s'étaient constitués à l'abri de l'occupant chinois ; et il les a éliminés avec notre complicité et avec l'aide de notre force, sans que nous ayons même cherché à entrer en contact avec les éléments modérés (très importants) du VNQDD.^{lxxxvii}

Nous ignorons qui sont ces «éléments modérés (très importants)» du VNQDD. D'après nos recherches, il aurait été difficile de trouver un leader du VNQDD prêt à collaborer avec Dronne contre le Viêt Minh. Pour le VNQDD, la France restait l'ennemi le plus dangereux. Bien entendu, on ne peut pas écarter la possibilité d'une alliance machiavélique contre le Viêt Minh, mais nous n'avons trouvé aucune trace d'une telle collaboration. Vu le désaccord entre Crépin et Dronne, on peut se demander s'il existait entre eux une divergence sur l'interprétation des instructions de Pignon du premier juillet. Dronne concéda à Crépin qu'il «ne s'agit pas de partir délibérément en guerre et de tout casser» mais qu'il fallait plutôt «s'imposer au Viêt Minh, lui donner la crainte salutaire de notre force» et «entrer en contact avec l'opposition annamite» pour «constituer un gouvernement de remplacement». Dronne demandait que le ton anti-français de la

propagande soit terminé et que le terrorisme du Viêt Minh soit mis fin. Il ne fit aucune référence aux actions du VNQDD, dont il devait sûrement avoir connaissance.

Quant à l'aide fournie par les forces françaises pour l'élimination du VNQDD et du DMH, il nous a été difficile de la sonder d'une façon compréhensive dans le cadre de ce DEA. Il semble probable, cependant, que sur le plan stratégique, les militaires au nord aient aidé, au moins, en fournissant des renseignements ou des aides logistiques, le Viêt Minh contre l'opposition, vu les actions violentes du DMH et VNQDD contre le retour des forces françaises et leur apparent refus de faire jeu avec Crépin et Valluy contre le Viêt Minh. Dans une note sur la «Situation au Tonkin», datée du 12 mai 1946, le colonel Crépin concède que ses forces ont donné «un coup d'épaule effectif» dans la «lutte contre les empiètements Đông-Minh en moyenne région» pour «faciliter l'exercice de l'autorité centrale dans les provinces turbulentes», telles Haiphong et Hai Duong.^{lxxxviii} Il ajoute dans une note du 13 juin que, dans la reprise de Lang Son contre le DMH, «il ne s'agi[ssait] pas d'y aller seul ou contre le Gouvernement vietnamien [c'est-à-dire, le gouvernement de Hồ Chí Minh, le Viêt Minh], mais en accord avec lui. Ce serait une excellente occasion pour obtenir une coopération militaire franco-vietnamienne [Viêt Minh] qui lierait plus encore à nous le sort du gouvernement vietnamien».^{lxxxix}

Les partis d'opposition furent affaiblis profondément par leurs défaites à Hanoi et dans la Haute Région. Ceux qui n'avaient pas été tués pendant la répression de l'été 1946 se sont enfuis en Chine, ou dans le sud du Viêt Nam ou bien ont repris leurs activités dans une clandestinité sans précédent comme le firent Truong Tu Anh et ses députés.

III.9. A bout de souffle : l'effondrement de l'opposition (oct-déc 1946)

A la fin d'août 1946, l'armée de Giáp avait dérouteré presque entièrement les forces nationalistes au nord du Viêt Nam. A Hanoi, les nationalistes étaient sur la défensive. A

la suite de l'incident de On Nhu Hâu, un Parti de quelques centaines membres survivait dans la clandestinité. De là ils continuaient à critiquer le gouvernement, en particulier la décision prise par Hô de signer le *modus vivendi* avec Mauris Moutet le 14 septembre. Quant au Viêt Minh, il continuait la répression et cherchait à remanier l'Assemblée Nationale. On revoit un parti d'opposition pour la dernière fois durant la deuxième session de l'Assemblée Nationale à la fin d'octobre 1946. Théoriquement, les partis d'opposition pouvaient disposer de 70 sièges dans le gouvernement, mais ils ne pouvaient plus compter effectivement que sur 37 sièges, ce qui donnait l'image de l'efficacité de la répression de juillet. Il est intéressant de noter qu'au cours de la semaine avant l'ouverture de l'Assemblée, la Sûreté Viêt Minh opéra une deuxième opération contre l'opposition. Le siège du VNQDD de la rue Dô Huu Vy fut attaqué à la fin de septembre, sans aucun doute suite à des critiques lancées contre *modus vivendi* signé par Hô. Retourné de France, Chu Ba Phuong, l'un des derniers nationalistes occupant un poste gouvernemental, était aussi menacé lors des débats parlementaires. Du 23 au 27 octobre, 200 suspects du VNQDD furent arrêtés, ensuite le Dai Viêt Quôc Dân Dang subit des attaques la nuit du 26 au 27 octobre. De 180 à 200 suspects furent également arrêtés dans le quartier chinois parmi lesquels Truong Tu Anh.^{xc}

En novembre, le service de renseignements français a traduit un procès verbal de la séance de la cinquième réunion du VNQDD qui s'est tenue à Vinh le 1 octobre 1946. D'après ce document, le VNQDD encore actif à l'intérieur visait à déclencher «une action» contre le Viêt Minh pour «renforcer [leurs] moyens d'action». Le *modus vivendi* fut critiqué vivement. Une action, prévue plus tôt, fut reculée à décembre. Les dirigeants conclurent que : «au sujet du jour du déclenchement de l'action, le Parti le fixe pour le mois de décembre 1946 en toute certitude».^{xc1}

Les conseillers dans l'entourage de l'amiral d'Argenlieu étaient au courant de ces préparatifs dont des plans avaient été saisis secrètement et envoyés à Saigon. En fait, des individus, comme Léon Pignon, n'avaient pas abandonné l'idée de collaborer avec ces nationalistes anti-Viêt Minh dans le but de créer un gouvernement contre-révolutionnaire. Cependant, ils furent vite déçus par le refus de ces nationalistes d'entrer dans un gouvernement façonné par les Français sans qu'ils prononcent le mot «indépendance». Ils revendiquaient l'unification du «Viêt Nam» aussi virulemment que Giáp.

La France se retrouvait donc seule devant le Viêt Minh lorsque la guerre se déclencha au soir du 19 décembre 1946. Déterminés à ne pas négocier avec Hô et refusés catégoriquement par le VNQDD, les Français voyaient leurs choix se limiter entre Bao Dai et Ngô Đình Diêm. Quant au Viêt Minh, il avait établi une hégémonie presque total au nord Viêt Nam, soit par sa politique nationaliste, soit par la force. Incapable de rivaliser avec le pouvoir du Viêt Minh, le VNQDD de Khanh fut forcé de se retirer en Chine et à Hong Kong. C'était seulement dans le sud du Viêt Nam que les vestiges du VNQDD persistaient en la personne de Nguyễn Bình—devenu général de l'armée du sud du Viêt Minh.

-
- ⁱ outre la publication d'un aperçu officiel dans *l'Histoire de la Révolution Contemporaine du Viêt Nam*, publiée par les fondateurs de l'Institute d'Histoire, Trần Huy Liệu et Van Tao, en 1959. *Tài Liệu tham khảo lịch sử cách mạng cận đại Việt Nam*, Vol. V, (Hanoi, 1959), *op. cit.*, p. 69. La mention de Trần Huy Liệu est intéressante, puisque Tao le connaissait bien et Liệu fut l'un des fondateurs du VNQDD en 1927, passé au communisme à Poulou Condore au début des années 1930. Il fit son choix révolutionnaire au moment où le «nationalisme» du VNQDD (*chu nghĩa dân tộc*) était vivement critiqué par la ligne internationaliste (*cách mạng thế giới*) qui dominait le PCI entre 1931 et 1935, et surtout à l'intérieur de Poulou Condore.
- ⁱⁱ Hôi Nghi Học Lịch sử Việt Nam, *Nhà Yêu Nước Nguyễn Khắc Nhu*, (Hanoi, Viện Su Học, 1992), préface de Van Tao, pp. 5-6.
- ⁱⁱⁱ Van Tao, *op. cit.*, p. 9.
- ^{iv} Van Tao, *op. cit.*, p. 10.
- ^v Nguyễn Khai, *Một cõi nhân dân bé tí*, (Hanoi, 1989), dans Georges Boudarel, 'Les romanciers vietnamiens issus du Parti Communiste et de l'armée secouent fortement les tabous', papier présenté à Copenhague en 1992.
- ^{vi} Nguyễn Vy Khanh, 'Cu Vu Hồng Khanh Qua Đoi Trong Quan Thúc Gân Hà Nội', *Ngày Nay*, (1 décembre 1993), pp. A1 et A8.

-
- vii Sur la presse et radio révolutionnaires, voir : Pham Dinh Biêu, 'Thông Cáo', *Cuu Quôc*, (5 septembre 1945), N° 59, p. 1 et 'Thông Cáo', *Dân Thanh*, (5 septembre 1945), N° 26, p. 1. En ce qui concerne la censure, voir : Bô Tuyên Truyền [Ministère de la Propagande], 'Thông Cáo', *Dân Thanh*, (22 septembre 1945), N° 16, p. 1.
- viii Par exemple, le Việt Minh a pris contrôle des presses de *Ngày Nay* et *l'Action*. Bô Truông Bô Nôi Vu, 'Nghị Định,' signé par le Ministre Intérim de l'Intérieur, Hoàng Minh Giám, le 11 septembre 1945. Le 1 novembre 1945, le Ministre de Propagande annonça que toutes les imprimeries devaient être autorisées. 'Thông Cáo', *Dân Thanh*, N° 49, (1 novembre 1945), p. 1.
- ix Ban nghiên cứu lịch sử Đảng trực thuộc Ban chấp hành trung ương Đảng Lao Động Việt-Nam, *Cách mạng tháng tám (1945)* [La Révolution d'Août, 1945], (Hanoi, NXBST, 1970), p. 154.
- x 'Sac Lênh' [Arrêté], signée par Võ Nguyen Giáp, Ministre de l'Intérieur, in Việt-Nam Dân Quốc Công-Báo [Le Journal Officiel du Việt-Nam], N° 1, (le 29 septembre 1945), arrêté signé le 5 septembre 1945, p. 6 et 'Nhưng người nguy hiểm cho nên Dân Chủ Công Hòa Việt Nam se bị đũa di an-tri : Sac Lênh', *Dân Thanh*, (21 septembre 1945), N° 15, p. 1. Voir aussi l'explication officielle de Trần Huy Liệu (résumé par Công Dân [Citoyen]) dans la défense de la Sûreté Việt Minh : Công Dân [Un Citoyen], *Cuu Quôc*, (12 septembre 1945), N° 41, p. 2.
- xi 'Sac Lênh', signé par Võ Nguyen Giáp, Ministre de l'Intérieur, in Việt-Nam Dân Quốc Công-Báo, N° 1, (le 29 septembre 1945), arrêté signé le 12 septembre 1945, p. 11.
- xii 'Sac Lênh', signée par Hồ Chí Minh, Président du Gouvernement, in Việt-Nam Dân Quốc Công-Báo, N° 1, (le 29 septembre 1945), arrêté signé le 13 septembre 1945, p. 11.
- xiii Nguyen Thê Nghiệp et Nguyen Ngoc Son Hai tên phan quốc Son và Nghiệp đã bị bắt trong trường hợp nào?', *Cuu Quôc*, N° 42, (18 septembre 1945), p. 1; 'Ba tên phan quốc [dont Đào Châu Khai] nua bị bắt', *Cuu Quôc*, N° 41, (12 septembre 1945), p. 1 et 'Chung có về tội phan quốc của tên Việt Gian Nguyen Thê Nghiệp', *Cuu Quôc*, N° 16, (22 septembre 1945), p. 1 et 'Đã bắt được nhưng tên Việt Gian quan trọng', *Có Giai Phóng*, N° 18, (20 septembre 1945), p. 2. Sur Nguyễn Thê Nghiệp, nous avons consulté : CAOM, GG, Direction de la Police et de la Sûreté Générales, Secret, Déclarations de Nguyen Thê Nghiệp dit Trương Nguyen Minh, recueillies par la Direction de la Sûreté Générale, 70 p., index de 26 p. Nguyen Thê Nghiệp, Đào Châu Khai et Nguyen Ngoc Son ne seront jamais retrouvés.
- xiv 'Sac Lênh', signé par Hồ Chí Minh, Président du Gouvernement Provisoire de la République, in Việt-Nam Dân Quốc Công-Báo, N° 1, (le 29 septembre 1945), arrêté signé le 13 septembre 1945, p. 11.
- xv Rapport de Nghiêm Kế Tô, le 30 janvier 1945, cité par King C. Chen, *op. cit.*, p. 77.
- xvi Hoàng Văn Hoan, *op. cit.*, p. 265.
- xvii Bình Phương, 'Nhưng Thu Thách Đâu Tiên' [Les premiers défis], *Tap Chí Lịch Sử Đảng*, (avril 1993), pp. 40-42.

-
- xxviii King C. Chen, *op. cit.*, p. 123, citant le rapport de Hsing Shen-chou, le 15 octobre 1945.
- xix Archimedes L.A. Patti, *Why Viet Nam ?* (Berkeley, University of California Press, 1980), pp. 234-36. Nhật Thịnh, *op. cit.*, p. 142, ajoute que Tam est rentré au Vietnam à la fin d'août. D'après nos dépouillements, cependant, Tam n'est rentré qu'en janvier 1946, accompagné par Nghiêm Kế Tô.
- xx Bình Phương, *op. cit.*, p. 1.
- xxi Bình Phương, *op. cit.*, pp. 41-42 et CAOM, CP157, d. Partis Politiques, sous dossier, Lutte entre le gouvernement Việt Minh et les partis opposants' et 'Action du Front Việt Minh contre les Partis d'Opposition (octobre-novembre 1946),' *op. cit.*, p. 3 et 'Situation Politique à la fin d'octobre 1945', *op. cit.*, p. 6.
- xxii Hoàng Van Đào, *op. cit.*, pp. 282-83.
- xxiii Nguyen Tuong Bách, *op. cit.*, pp. 74-77.
- xxiv CAOM, CP, c. 157, d. Partis politiques, p. Commandant supérieur des Forces Françaises en Extrême-Orient, Etat-Major, 2ème bureau, N° 695/2, Saigon, le 12 décembre 1945, 'Fiche de renseignements', très secret. Une équipe militaire du Việt Minh a également saisi des agents intermédiaires du VNQDD essayant d'établir contact avec l'intérieur. Voir : Bình Phương, *op. cit.*, p. 40.
- xxv *Vietnamese Studies*, N° 7, p. 43, cité par Chen King, *op. cit.*, p. 122, note 72.
- xxvi *Dân Quốc*, N° 44, (26.10.1945), p. 1; 'Đoàn Kê giữa Việt Nam Độc Lập Đông Minh [Việt Minh] và Việt Nam Cách mạng Đông Minh [DMH]', *Cuu Quốc*, N° 42, (24 octobre 1945), p. 1; Rapport de Nguyễn Hải Thân, le 15 février 1946, cité par Chen C. King, *op. cit.*, p. 124, note 79 et 'Phong vân mây ông uy viên chấp hành trung ương VNCMMDM', *Cuu Quốc*, (23 octobre 1945), p. 4.
- xxvii Nghiêm Kế Tô, *Việt Nam Máu Lúa* [Việt Nam dans le tourmente], (Los Alamitos, Xuân Thu, 2ème édition, 1989), pp. 80-83.
- xxviii CAOM, GF, C11, d. Châu Lạc Sơn, p. Ủy Ban Hành Chính Hoa Bình, Số 900/H[ành]C[hính], Hoa Bình, le 3 avril 1946, Chu Tịch Ủy Ban Hành Chính Hoa Bình, Kính gửi ông Chu Tịch Ủy Ban Hành Chính Bắc Bộ, Hà Nội, p. 1.
- xxix CAOM, CP, c. 157, d. Accord d'Union entre le gouvernement VM [Việt Minh] et les partis opposants, p. SLFEO, Base Annexe de Hanoi, Hanoi, le 13 février 1946, sources : diverses, valeurs : B/2, 'L'Union entre les Partis et le Gouvernement Provisoire d'Union Nationale', p. 3.
- xxx CAOM, CP, c. 157, d. Bilan Situation Politique, p. 'Situation Politique à la fin du mois d'octobre [1945]', pp. 20-21.
- xxxi King C. Chen, *op. cit.*, p. 128.
- xxxii Rapport de Hsing Shen-chou, le 20 novembre 1945, et aussi lettre de Vu Hồng Khanh à King C. Chen, du 30 mai 1969, cité par Chen, *op. cit.*, pp. 128-29.
- xxxiii Hoàng Van Hoan, *op. cit.*, pp. 266-67. Souligné par nous.
- xxxiv Hoàng Van Hoan, *op. cit.*, p. 266 et Devillers, *Histoire du Vietnam*, p. 196.
- xxxv Nguyen Kiên Giang, *Việt Nam Dâu Tiên sau Cách Mạng Tháng Tám*, (Hà Nội, NXBST, 1961), p. 130.
- xxxvi 'Bilan [de la] Situation Politique'.

-
- xxxvii *Việt Nam*, N° 10, (25 novembre 1945), cité par Truong Ngoc Phú, *op. cit.*, p. 196.
- xxxviii Reproduit par Truong Ngoc Phú, *op. cit.*, p. 198.
- xxxix Rapport de Hsing Shen-chou, le 20 novembre 1945, et aussi lettre de Vu Hông Khanh à Chen C. King, du 30 mai 1969, in Chen C. King, *op. cit.*, pp. 128-29.
- xl Philippe Devillers, 'Le choix de la voie négociée', in *Leclerc et l'Indochine, 1945-1947, Quand se noua le destin d'un empire*, (Paris, Michel Albin, 1992), p. 159.
- xli *Việt Nam*, N° 18, (5 décembre 1945), cité par Truong Ngoc Phú, *op. cit.*, p. 197.
- xlii Truong Ngoc Phú, *op. cit.*, p. 199 et Nhât Thinh, *op. cit.*, p. 143.
- xliii Rapport Pignon, 9 décembre 1945, cité par Devillers, 'Le choix. . .', p. 159, note 38, p. 410.
- xliv 'Thông Lệnh', *Dân Chou*, N° 107, (28 décembre 1945), p. 1.
- lv Il est vrai que le Viêt Minh contrôlait l'organisation et surveillance des élections.
- lvi 'L'Union entre les Partis et le Gouvernement Provisoire d'Union Nationale', *op. cit.*, pp. 6 et 12.
- lvii CAOM, CP157, d. Partis Politiques, sous-dossier, Lutte contre le gouvernement Viêt Minh et les partis opposants, p. Haut Commissariat de France pour l'Indochine, Commissariat Fédéral aux Affaires Politiques [Léon Pignon], personnel et secret, N° 4562/CP/AP, Saïgon, le 17 décembre 1946, 'Action du Front Viêt Minh contre les Partis d'Opposition, (octobre 1945-1946), p. 3.
- lviii Devillers, *La voie*, pp. 164-65.
- lxix Rapport de Pignon, du 17 décembre 1946, p. 4; Hoàn Van Hoan, *op. cit.*, p. 268 et Nhât Thinh, *op. cit.*, pp. 144-45.
- l Hoàn Van Hoan, *op. cit.*, p. 271.
- li Hoàn Van Đào, *op. cit.*, p. 286.
- lii Hoàn Van Đào, *op. cit.*, p. 287.
- liii Lin Hua, 'Affaire de Haiphong du 6 mars 1946, malentendu ou guet-apens ?' in *Approches-Asie*, (novembre 1992), pp. 158-73.
- liv Cité dans *Cuộc Kháng Chiên chông Thuc Dân Pháp Xâm Luoc (9.1945-7.1954)* [La Résistance contre le colonialisme français], (Hanoi, NXBST, 1986), p. 52 et confirmé par une circulaire identique saisie par les Français, in Tonnesson, *The Outbreak of War in Indochina*, p. 318, fn. 15.
- lv Võ Nguyên Giáp, *Unforgettable Months and Years*, (Hanoi, NXBQDND, 1970), introduction de la traductrice, p. 9.
- lvi Nhât Thinh, *op. cit.*, p. 144.
- lvii Hoàn Van Đào, *op. cit.*, p. 304 et 308 et Truong Ngoc Phú, *op. cit.*, p. 208-209, note 56, citant un entretien qu'il a eu avec Vu Hông Khanh dans les années 1960.
- lviii Hoàn Van Đào, *op. cit.*, p >308.
- lix Jean-Julien Fonde, *Traitez à tout prix*, (Paris, R. Laffont, 1971), p. 118.
- lx Cité dans *Cuộc Kháng Chiên . . .* p. 54.
- lxi Nhât Thinh, *op. cit.*, pp. 144-45. Il serait très intéressant de savoir si Tam entreprenait des contacts secrets avec les américains soit à Hanoi soit en Chine.
- lxii CAOM, CP supp. 22, d. Synthèses sur les Principaux Partis, pièce : Document provenant de la Sûreté du Viêt Minh, trouvé par les Français après le

déclenchement de la guerre le 19 décembre 1946, daté du 1 septembre 1946, intitulé 'Rapport sommaire des travaux effectués dans le courant du mois de juillet 1946', p. 1 et CAOM, CP157, d. Partis Politiques, s.d. Lutte entre le Gouvernement V[iêt] M[inh] et les partis opposants, p. Haut Commissariat de France pour l'Indochine, Commissariat Fédéral aux A.P., Personnel et secret, N° 4562/CP/AP, Saigon, le 17 décembre 1946, 'Action du Front Viêt Minh contre les Partis d'Opposition (octobre 1945-novembre 1946)', p. 6.

- lxiii Fonde, *op. cit.*, p. 235 et Vuong Thua Vu, *Hà-nôi : 60 ngày khỏi lua* [Hanoi : 60 jours dans le tourmente], (Hanoi, NXBQDND, 1964), p. 20. Il est à noter que Vuong Thua Vu fut, d'après le bureau de renseignements français, un ancien VNQDD lui-même, qui avait été formé à l'école de Whampoa et qui avait servi dans l'armée chinoise. D'après cette source, Vuong Thua Vu fut un très proche de Võ Nguyên Giáp en 1946. SEHAN, N° 2515, CEMTFIS, Hanoi, le 27 novembre 1946, Source: Annamite, valeur B/1, Bulletin de Renseignements, N° 4049, in c. 10H4304, SHAT. Il est peut-être important que Giáp lâcha Vu contre Vu Hồng Khanh. On peut aussi noter à ce sujet que Nguyễn Bình avait aussi été instruit à l'Ecole de Whampoa et servi dans l'armée chinoises au début des années quarante. C'était Giáp qui l'avait envoyé dans le Sud. Il serait utile d'établir les relations possibles entre Giáp d'un côté et Vuong Thua Vu et Nguyễn Bình de l'autre. Vu, comme Bình, deviendra un officier très important dans l'armée du Viêt Minh. Pourtant, la rupture entre Giáp et Trần Huy Liệu (un autre VNQDD) en 1946 sera profonde . . .
- lxiv 'Lutte entre le Gouvernement V[iêt] M[inh] et les partis opposants', *op. cit.*, pp. 1-2 et Nhật Thịnh, *op. cit.*, p. 149.
- lxv CAOM, CP sup. 23, d. Parti Politiques Annamites : VNQDD (Parti Nationaliste Vietnamien), p. 'Activités du VNQDD au Tonkin au cours de l'année 1946', Kunming, le 13 mars 1947, arrivé au CP, 15 avril 1947, p. 1.
- lxvi Chen, *op. cit.*, p. 151; 'Rapport de Pignon,' le 17 décembre 1946, p. 5-6 et Nhật Thịnh, *op. cit.*, p. 149.
- lxvii Général Jean Crépin, *Souvenirs d'Indochine*, témoignages déposées au SHAT, mai 1984, T443, pp. 183 et 186 et aussi Crépin, 'Divergences au Sommet à Saigon', in *Leclerc et l'Indochine, 1945-1947, Quand se noua le destin d'un empire*, (Ouvrage publié sous la direction de M. le doyen Guy Pedroncini), Paris, Michel Albin, 1992), p. 257.
- lxviii Crépin, *Souvenirs d'Indochine*, p. 184 et Ngô Van Chiêu, *Journal d'un combattant Viêt Minh*, (Paris, Editions du Seuil, 1955), pp. 85-86.
- lxix 'Lutte entre le Gouvernement V[iêt] M[inh] et les partis opposants,' pièce, Saigon, le 1 juillet 1946, 'Note du Conseiller Politique [Léon Pignon]', p. 1.
- lxx 'Note du Conseiller Politique [Léon Pignon]', *op. cit.*, p. 1.
- lxxi 'Lutte entre le Gouvernement V[iêt] M[inh] et les partis opposants,' p. CB/jg, Saigon, le 1 juillet 1946, N° 2580, 'Note : Pour M. le Directeur des Affaires Politiques [Léon Pignon]', signé par M. Bonfils, p. 1.
- lxxii Crépin, *Souvenirs d'Indochine*, pp. 184-85.

-
- lxxiii CAOM, CP sup. 22, d. Synthèses sur les Principaux Partis, p. Document provenant de la Sûreté du Viêt Minh, trouvé par les Français après le déclenchement de la guerre le 19 décembre 1946, daté 1 septembre 1946, 'Rapport sommaire des travaux effectués dans le courant du mois de juillet 1946', pp. 1-2.
- lxxiv CAOM, CP sup. 22, d. Viêt Nam Dân Chủ Đảng (Parti Démocrate Vietnamien), p. Sûreté Fédérale du Tonkin, N° 2266/PS, Bulletin de Renseignements, Source : Document dactylographié de 7 pages, daté du 31 juillet 1946, émanant du Parti Dân Chủ : synthèse mensuelle du Parti Dân Chủ, juillet 1946, Hanoi, le 3 mars 1947, signé par Moret, Traduction du Document de la Sûreté Viêt Minh : Hanoi, le 31 juillet 1946, N° 33', p. 1.
- lxxv Nhật Thịnh, *op. cit.*, p. 149 et Hoàng Van Đào, *op. cit.*, p. 323.
- lxxvi CAOM, CP sup. 23, d. Partis Politiques Annamites, VNQDD (Parti Nationaliste Vietnamien), p. Commandement des Troupes Françaises de l'Indochine du Nord, Etat-Major, Deuxieme Bureau, N° 2221, Hanoi, le 24 décembre 1946, Bulletin de Renseignements, source : document VNQDD trouvé à Hanoi dans la maison de Trần Duy Hưng, Maire de Hanoi, plan signé par une certain Cao Diêu. Attaché à ce document et souligné en rouge fut écrit : "A ne pas communiquer à Comfejustice (demande de M. Pignon)", daté 11 janvier 1947. Ce document a été reproduit intégralement aussi dans l'Annexe VI dans Henri Azeau, *Ho Chi Minh, dernière chance*, (Paris, Flammarion, 1968), pp. 282-85.
- lxxvii Confirmé par Hoàng Van Đào, *op. cit.*, p. 321.
- lxxviii 'Lettre à Leclerc, le 5 juillet 1946', in Crépin, *Souvenirs d'Indochine*, pp. 193-94.
- lxxix Hoàng Van Đào insista que le Viêt Minh avait monté l'histoire des cadavres, les ayant trouvé ailleurs pour discréditer les nationalistes. Hoàng Van Đào, *op. cit.*, p. 323. Nous n'avons pas pu confirmer cette accusation.
- lxxx Document dactylographié de 7 pages, daté du 31 juillet 1946, émanant du Parti Dân Chủ : synthèse mensuelle du Parti Dân Chủ, juillet 1946, Hanoi, le 3 mars 1947, signé par Moret, Traduction du Document de la Sûreté Viêt Minh : "Hanoi, le 31 juillet 1946, N° 33', p. 1 ; Fonde, *op. cit.*, p. 236; 'Vu On Nhu Hâu, duong Quan-Thánh, Châu-Long, Sào Huyêt của bon Phan Đông Quốc Dân Dang', in Vuong Thua Vu, *op. cit.*, p. 174.
- lxxxi Hoàng Van Đào, *op. cit.*, p. 323.
- lxxxii Hoàng Van Đào, *op. cit.*, pp. 324 et 327.
- lxxxiii 'Rapport sommaire des travaux effectués dans le courant du mois de juillet 1946', p. 4.
- lxxxiv Vuong Thua Vu, *op. cit.*, pp. 24-25. Vu explique dans ses souvenirs que les Français visaient à "renverser" le gouvernement de Hô le 14 juillet avec l'aval du "Dai Viêt". Nous n'avons pas pu trouver d'autres sources pour confirmer ou infirmer cette version. Cependant, il est très curieux que Vu aurait attaché, quinze ans plus tard, tant d'attention à cet incident dans ses souvenirs, d'autant plus que la plupart des historiens ne parlent jamais du «14 juillet» ?
- lxxxv CAOM, CP, c. 157, pièce : Haut Commissariat de France pour l'Indochine, Commissariat Fédéral aux Affaires Politique, Cab, Saigon, le ? octobre 1946, N°

/CP-Cab "Aide Mémoire : Eléments de réponse à la lettre du Général Valluy à l'Amiral au sujet de notre rapport du 30 août sur la situation politique au Tonkin au 19 août 1946".

lxxxvi CAOM, CP157, d. Bilan Situation Politique, p. Commissariat de la République pour le Tonkin et pour le Nord-Annam, Direction du Cabinet, N° 788/DC, très secret, Hanoi, le 14 août 1946, 'Rapport sur la situation au Tonkin au 12 août 1946', signé par le Colonel Crépin, Commissaire de la République p.i. pour le Tonkin et le Nord-Annam, pp. 10-11 et aussi dans Général Crépin, *Souvenirs d'Indochine*, pp. 245-46.

lxxxvii CAOM, CP157, d. Bilan Situation Politique, p. Deuxième Division Blindée, G.T.M., personnel et confidentiel, 'Note pour M. le Général Morlière', Hanoi, le 3 septembre 1946, signé Commandant Dronne. Souligné dans l'original.

lxxxviii 'Note sur la Situation au Tonkin (12 mai 1946)', in Crépin, *Souvenirs d'Indochine*, p. 172.

lxxxix 'Note du colonel Crépin daté le 13 juin 1946', in Crépin, *Souvenirs d'Indochine*, p. 189.

xc Rapport de Pignon, le 17 décembre 1946, *op cit.*, p. 9-10.

xcii CAOM, CP sup. 23, d. Dai Viêt Quôc Dân Dang, p. Service BAT, N° 2.704, Bulletin de Renseignements, Saigon, le 27 novembre 1946, 'Traduction du Procès verbal de la Séance du TVNQDD qui s'est tenue à Vinh le 1 octobre 1946', p. 1. Souligné dans l'original.